NOTES de RECHERCHES

LE SECTEUR INFORMEL URBAIN

Par

Pedro de Almeida Vasconcelos

Septembre 1982

38

RESEARCH NOTES

Department of GEOGRAPHY

Département de GÉOGRAPHIE

UNIVERSITE d'OTTAWA UNIVERSITY of OTTAWA

UNIVERSITE D'OTTAWA - UNIVERSITY OF OTTAWA
Département de Géographie - Department of Geography

LE SECTEUR INFORMEL URBAIN

par

Pedro de Almeida Vasconcelos

Septembre 1982

TABLE DES MATIERES

Chapitre		Page
1.	INTRODUCTION	1
2.	BASES POUR LA COMPREHENSION DE L'INFORMEL	6
	Le developpement economique au Tiers Monde	6
	Les consequences du developpement	9
3.	LA DISCUSSION SUR LE SECTEUR INFORMEL	12
	L'Importance de l'Informel	12
	Definition du Secteur Informel	14
	Les Critiques	21
	Le Dualisme	23
	Les visions non dualistes	30
4.	LES LIAISONS DE L'INFORMEL	39
5.	LES INTERVENTIONS GOUVERNEMENTALES ET DES AGENCES INTERNATIONALES	49
	Les perceptions de la Pauvrete	51
	La question de l'Emploi/Chomage	54
	Les attitudes passives et repressives	57
	L'aide au Secteur	59
6.	CONCLUSIONS	64
	BIBLIOGRAPHIE CONSULTEE	74

Chapitre 1

INTRODUCTION

L'étude des villes au Tiers Monde est une tâche très complexe et difficile. Outre son dynamisme de transformation et croissance, on retrouve des problèmes similaires à ceux des villes des pays riches, comme la circulation automobile ou la pollution industrielle, en même temps que se posent d'autres problèmes spécifiques à la situation socio-économique de ces pays, comme le développement des bidon-villes et d'autres formes d'occupation "illégales" du sol par les populations pauvres.

L'utilisation des théories et approches développées à partir de l'expérience et de la réalité des pays "occidentaux" s'avère dangereuse et frustrante, car elles ne s'adaptent qu'à certains aspects de ces agglomérations et peuvent même dans certains cas, causer plus de dommages et problèmes pour la majorité des populations, quand elles ne sont pas appliquées (ou reformulées) avec une connaissance suffisante des mécanismes qui font fonctionner les villes des pays dits en voie de développement.

Certains problèmes des villes au Tiers Monde ont déjà été étudiés dans une large mesure et sont assez bien connus. C'est le cas, par exemple, des agglomérations "sub-normales" (les bidonvilles, les taudis etc.), et de la structuration

interne des villes aux "patterns" assez différentiés de celles de l'hémisphère Nord: les aires centrales y sont mieux infra-structurées et valorisées, tandis que les périphéries sont pauvres et très peu équipées, soit, le contraire du phénomène de la suburbanisation des villes de l'Amérique du Nord.

L'étude du "Secteur Informel" est indispensable dans la mesure où il peut nous aider à comprendre les mécanismes de survivance utilisés par des contingents nombreux des populations pauvres et qui ont des résultats importants au niveau urbain. La non-compréhension de ces problèmes peut entraîner des mesures qui pourront sans doute augmenter l'efficacité des villes, mais qui causeront de sérieux préjudices pour ces populations.

L'analyse de l'Informel a été réalisée surtout par des anthropologues, sociologues et économistes. Ceux-ci ont produit une abondante littérature, en à peine 10 ans de discussions sur le sujet, mais ils ont donné peu d'importance aux aspects spatiaux du Secteur Informel.

L'étude de ce sujet complexe et controversé se heurte dès son début à des problèmes de terminologie: la traduction la plus courante en français de l'original anglais "Informal Sector" a été "Secteur non Structuré". Néanmoins, certains auteurs comme Philippe Hugon (1980-a) ont utilisé aussi la traduction "Secteur Informel". Nous avons préféré cette deuxième traduction, car elle est plus proche de l'original,

et aussi à cause de l'usage habituel en portugais de la traduction "Setor Informal".

Ce travail a pour objetctif de revoir la littérature sur le sujet, l'examinant en vue de son utilisation pour l'analyse des problèmes des villes du Tiers Monde. Cette révision est du plus grand intérêt, en raison de l'extrême complexité du sujet et de l'existence de nombreuses controverses .

Au cours de l'étude du Secteur Informel nous examinerons aussi la contribution de la vision géographique sur ces phénomènes d'ordre social et économique, avec cependant d'importantes répercussions au niveau de l'espace.

Ce travail présente certaines limites:

1. On examinera ici le Secteur Informel en tant que problème lié à l'occupation, l'emploi ou activité économique, en laissant pour une autre étape l'étude d'autres formes "informelles" liées au problème de l'urbanisation, comme par exemple l'invasion des terrains, les bidonvilles etc.[1]
2. Nous n'aborderons par le correspondant "Secteur Informel Rural" bien que comme l'a observé Bromley (1978:1034) ces activités font partie de l'Informel et qu'elles n'ont pas reçu la même attention que le "Secteur Informel Urbain".

---

[1] Un bon survol sur les domaines connexes est donné par Koenigsberger, "The Absorption of Newcomers in the cities of the Third World", OPD Review, Vol. 1 (1976) p.57-79.

3. Nous ne répéterons pas non plus l'histoire du Secteur Informel, tâche qui a déjà été réalisée par plusieurs auteurs de manière assez critique. Nous pouvons citer les suivants: Bienefeld et Godfrey (1975), Senghaas-Knobloch (1977), Bromley (1978), Moser (1978), Sinclair (1978-a) et Nihan (1980).

4. Nous n'approfondirons pas les discussions sur les théories et politiques plus générales au niveau du développement économique et social, comme par exemple la "Redistribution avec Croissance", la "Théorie de la Dépendence" etc.

Ce travail a eu comme point de départ la bibliographie de langue anglaise organisée par Stuart Sinclair (1978-b), mais elle a été complétée avec des titres plus récents et par la littérature disponible en langue française, espagnole et portugaise. Nous avons surtout donné la priorité à la problématique latino-américaine et spécifiquement brésilienne.

Le deuxième chapitre traite, en grandes lignes, du processus de développement au Tiers Monde et de ses principales conséquences. Cet examen est nécessaire pour comprendre dans quel contexte l'Informel s'origine et se développe.

Le chapitre suivant vise la discussion de l'Informel proprement dit. Il commence par un rappel de l'importance du "Secteur", suivi par les définitions et critiques de cette terminologie, ainsi que de ses caractéristiques principales. Le chapitre se termine par une discussion sur le

dualisme et les visions contraires, qui ont servi de bases conceptuelles pour le concept ou pour s'y opposer.

Le quatrième chapitre examine les liaisons de l'Informel avec l'ensemble de la société (ou de l'économie). Le cinquième chapitre traite de l'action vis-a-vis à l'Informel par les organismes internationaux et les gouvernements, ainsi que quelques questions qui ont influencé ces organismes au niveau de la perception de ces problèmes, comme la vision de la pauvreté et de l'emploi.

Finalement, dans la conclusion, les principaux points sont mis en relief. Nous examinons aussi quelques idées sur l'avenir du Secteur Informel et nous concluons avec la mise en évidence des points non analysés ou seulement de manière partielle et qui ont besoin d'être développés.

Chapitre 2

BASES POUR LA COMPREHENSION DE L'INFORMEL

2.1 LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE AU TIERS MONDE

La plupart des pays du Tiers Monde participaient du marché international en qualité de producteurs des matières premières et aliments, conformément avec la division internationale du travail, basée sur les rapports coloniaux (Stavenhagen, 1969). Cette situation favorisait dans les termes d'échange les pays centraux (Europe, Amérique du Nord et Japon), qui ont eu l'avantage de participer plus tôt aux changements dûs à la Révolution Industrielle (Nun, 1969).

La majorité des ressources dans ces échanges internationaux, au niveau interne des pays périphériques, a été deviée des investissements industriels par les bénéficiaires locaux, qui les ont destinées à la consommation, à la spéculation financière et aux affaires immobilières (Nun, 1969). Le maintien des conditions archaiques dans l'agriculture n'a pas favorisé l'expansion du marché interne et n'a pas contribué suffisamment pour financer le développement (Nun, 1969).

Mais, malgré ces conditions négatives, les besoins d'expansion inhérents au capitalisme, ainsi que les intérêts

d'une partie de la bourgeoisie des pays périphériques, ont obligé les gouvernements des pays tiers à changer leurs attitudes en faveur de la "modernisation" ou "développement" de ces pays, en se basant sur l'industrialisation, à partir de la substitution des importations.[2]

C'est alors que les conditions internes des pays périphériques ont commencé à changer.[3]

Ces changements y ont entrainé un grand bouleversement, étant données les conditions différentes de l'industrialisation à cette période et la situation interne des pays périphériques.

D'abord, l'industrialisation essentiellement de type intensive de capital, ne va pas absorber un effectif important des travailleurs (Baer et Hervé, 1966), au contraire de l'époque de la Révolution Industrielle.

Le contrôle, parfois du capital et surtout technologique, se trouve dans les mains des compagnies étrangères (Souza et Tokman, 1976). En raison de la faiblesse du marché local, plusieurs industries ne cherchent qu'une première transformation des matières premières pour l'exportation

---

[2] Ces conditions ont été favorisées par les deux guerres mondiales, qui n'ont pas permis un approvisionnement suffisant des produits industriels pendant ces périodes, par les pays centraux.

[3] Au Brésil, à partir des années 30, l'Etat est intervenu dans l'économie en créant les bases pour l'accumulation du capital industriel: il a réglementé le prix du travail, a fait des investissements dans l'infrastructure, a pris des ressources du secteur exportateur (café), pour favoriser le développement de l'industrie (Oliveira, 1975).

vers les pays centraux.

Outre la recherche d'économies d'agglomération, l'infrastructuration faible, la liaison avec l'étranger et le manque de personnel qualifié, favorisent une concentration des industries dans les principales villes, surtout celles proches des ports ou d'accès facile. Ceci renforce la structuration urbaine héritée de la période coloniale, toujours tournée vers l'étranger (Stavenhagen, 1969) et souvent sous la domination d'une "primate city".

La campagne aussi, a senti l'impact de l'expansion du capitalisme, avec les facilités accordées pour les cultures d'exportation, l'élévage, et pour l'utilisation des techniques modernes, comme la mécanisation agricole (Oliveira, 1975).

Mais ces évènements ne se sont pas passés partout, dans les mêmes périodes, ni avec la même intensité: même si l'on trouve des points similaires comme l'apparition tardive de l'industrialisation, le caractère dépendant et le retard agraire (Nun, 1969), le développement du capitalisme en Amérique Latine est plus ancien et est maintenant plus solide et enraciné que dans les pays africains et asiatiques.*

---

* Il est intéressant d'observer l'essai de suivre le "modèle japonais" par certains pays asiatiques (Corée du Sud, Taiwan, Singapour), ainsi que Hong Kong (Voir White, 1978).

2.2 LES CONSEQUENCES DU DEVELOPPEMENT

Ce processus de tranformation à changé la structure des pays sous-développés. Avec la modernisation partielle de l'agriculture parallèlement à la survivance des conditions archaïques, les mouvements migratoires ruraux-urbains ont pris une allure plus intense que celle des pays developpés. Cet exode rural se fait aussi au détriment des petites villes et villes moyennes et augmentent encore les écarts dans le réseau urbain, en faveur des grandes villes.

L'urbanisation est donc le résultat le plus frappant de ce processus complexe, alimenté aussi par la révolution démographique, qui avait précédé la poussée urbaine dans la majorité des pays tiers (voir Koenigsberger, 1976).

Lynn (1969) a écrit que entre 1950 a 1975 la population urbaine des pays en développement est passée de 20% a 31%.

Les données de l'ONU (1980) viennent mieux préciser le tableau: les aires urbaines au Tiers Monde accomcuent 760 millions d'habitants et dans les prochaines 10 années, 411 millions de personnes y seront ajoutées. Les villes millionnaires en 1975 étaient au nombre de 95 dans les pays centraux et 90 dans les pays périphériques. Pour l'an 2000 on prévoit 290 villes seulement dans les pays tiers. De plus, selon la même source, le taux de croissance des villes du Tiers Monde est 2,5 fois plus élevé que celui des villes des pays industrialisés. Ces estimations relatent aussi que les bidonvilles sont en train de grandir à 2 fois le taux de croissance des aires urbaines (ONU, 1980).

Cette urbanisation croissante n'est pas accompagnée par une augmentation de l'emploi industriel, comme on l'a vu, en vertu de la prédominance des investissements intensifs de capital au détriment du facteur travail.

Le secteur des services, qui n'a pas reçu les mêmes investissements que le secondaire, en fonction des politiques de développement suivies et de la rareté des capitaux, est "gonflé" par une importante absorption de travailleurs, surtout dans les activités gouvernementales (Oliveira, 1975). Mais il ne peut pas résoudre le problème de l'offre abondante de main-d'oeuvre - surtout non-qualifiée - dans les aires urbaines.

Un autre aspect important a été l'aggravation de la concentration des revenus, fait déjà existant dans les périodes antérieures. Les avantages et les subsides données par les gouvernements aux industries et au secteur d'exportation ont favorisé la consolidation d'une bourgeoisie industrielle et exportatrice (Oliveira, 1975), en même temps que des nouveaux segments des classes moyennes ont eu des possibilités de gains supplémentaires et salaires plus élevés, correspondants à des activités techniques et administratives nouvelles, souvent spécialisées, nécessaires au processus de développement choisi.

D'autre part, dans les couches ouvrières et des petits salariés, les gains pouvaient se maintenir très bas, à cause de l'offre abondante du facteur travail, et de l'approvisionnement des produits alimentaires relativement bon

marché, fournis par le sub-système archaique agricole, basé lui-aussi sur les gains très faibles de ses travailleurs (Oliveira, 1975).[5]

Ces contingents de migrants s'additionnant aux pauvres urbains, vont donner un nouvel essor à des formes de survivance pré-existantes, qui correspondent aussi à une demande effective pour des produits et services bon marché ou en petite quantité, en accord avec les faibles revenus de ces populations. De même, il est impossible de survivre dans le chômage, surtout à cause de l'inexistance d'un système d'assurance comme celui des pays riches (Linn, 1979). Ces formes de survivance ont été appellées "Secteur Informel" de l'économie.

---

[5] Au Brésil entre 1960 et 1980 les 20% les plus pauvres ont vu leur participation du revenu decroître de 3,9 à 2,8%, tandis que les 5% plus riches ont passé de 28,3 à 37,9% ("O Censo de Cada Um", Revista "Isto E", 30.09.1981.

Chapitre 3

LA DISCUSSION SUR LE SECTEUR INFORMEL

3.1 L'IMPORTANCE DE L'INFORMEL

Etant donné cette concentration croissante de la pauvreté dans les villes du Tiers Monde et la "découverte" des mécanismes de survie, il a paru très important de connaître ces mécanismes, les classifier et même les quantifier.

Les essais de mensuration existants, malgré des critères souvent discutables, montrent le Secteur Informel comme une importante source d'occupation des travailleurs dans les villes au Tiers Monde.[6]

Dans sa révision historique, Senghaas-Knoblock (1977:7) a rassemblé les données sur les différentes dimensions du Secteur Informel dans plusieurs villes: Lima, 1970 (53%), Sao Paulo, 1970 (35%), Belo Horizonte, 1972 (31%), Abidjan, 1970 (30%), Nairobi, 1969 (20%), Khartoun, 1974 (24%), Bombay, 1961 (55%) et Djakarta, 1967 (50%).

Ainsi, entre 20 a 55% des populations de ces grandes villes peuvent être considérées comme vivant des activités informelles. Les critères vont depuis la taille de l'établissement, les rémunérations inférieures au salaire

---

[6] Voir Bienefeld et Godfrey (1975:7) et Breman (1976:1872).

minimum, l'absence des registres des entreprises, jusqu'au manque de payement de la sécurité sociale.

Cavalcanti et Duarte (1980) en étudiant les populations pauvres à Salvador, Brésil, sont arrivés au pourcentage de 39,8% des travailleurs liés au Secteur Informel.

Mais plus encore que la taille du secteur, c'est son rôle positif qui a changé la vision de plusieurs gouvernements et agences internationales vis-à-vis de l'Informel: Le Rapport du BIT/ILO (1972) a été le premier document officiel à insister sur les aspects positifs du Secteur Informel, en considérant que les emplois dans ce secteur ont "un rendement économique certain et permettent de gagner des revenus" (p.6). Le rapport conclut que le Secteur Informel "se révèle souvent du point de vue économique, rentable, productif et créateur"(p.61). Child (1973) en l'appelant le "Secteur Intermédiaire", considère aussi ce secteur comme un encouragement à l'épargne et à l'investissement. Il rend possible une préparation au travail et une qualification par un apprentissage et même une qualification de direction des affaires (p.16). Santos (1975) parle de la rationalité du Secteur Informel (en l'appelant "Circuit Inférieur"): "Il fournit une quantité d'emplois maximum pour une immobilisation de capital minimum. Il répond à la fois aux besoins de la consommation et à la situation générale de l'emploi et du capital" (p.244). Mazumdar (1976) souligne le rôle d'absorption des migrants et aussi le fait que les gains dans le

Secteur Informel sont supérieurs à ceux des travailleurs dans les activités agricoles (p.675). Cavalcanti (1978) conclut que l'Informel est important pour la solution du problème de l'emploi, mais que sa contribution n'est que médiocre du point de vue du revenu.

L'ONU est aussi assez favorable sur le rôle du secteur: "The informal sector owes its existence to the adaptability and creative energy of millions of urban poor who otherwise would face to unemployment and even possible starvation (...)" (p.19). Sethuraman (1981), du BIT/ILO, a cité plusieurs arguments en faveur du Secteur Informel: a) basse intensité du capital; b) génération de demande de la main-d'oeuvre semi-qualifiée ou non qualifiée; c) l'adoption des technologies appropriées; d) la formation de capital humain; et e) la récupération et le recyclage des matériaux.

Donc, c'est un sujet qui ne relève pas seulement de l'intérêt académique, mais qui touche la vie de millions de personnes dans le Tiers Monde. Il n'est pas nécessaire d'insister d'avantage sur l'importance de l'étudier sérieusement.

3.2 DEFINITION DU SECTEUR INFORMEL

Sous la dénomination de Secteur Informel sont regroupées un ensemble complexe et hétérogène d' activités, aux caractéristique spéciales, qui visent des opportunités d'occupation et surtout des possibilités de revenus, pour d'impor-

tants contingents de personnes, essentiellement pauvres, au Tiers Monde.

Ses principales caractéristiques sont:

1. L'absence de formalité (d'où le terme "informel"): le manque de registre ou de reconnaissance officielle des activitées exercées par des individus et des entreprises. On peut inclure le manque de payement des taxes et impôts comme une condition de survivance par ces autonomes ou petites entreprises. Les conséquences de cette situation "illégale" est l'absence de la protection gouvernementale et la difficulté de s'associer avec une reconnaissance légale.

   Dans le cas de Salvador, Cavalcanti et Duarte (1980) n'ont pas trouvé que l'illégalité soit un des traits principaux des entreprises enquêtées dans cette ville (p.159). Peut-être est-elle une caractéristique plus marquante chez les autonomes.

2. La petite échelle: les activités informelles vont de l'individu (autonome) à la petite entreprise. En général la taille est petite, le capital réduit, les équipements sont minimes ou inexistants et les installations précaires, parfois mobiles. Aussi le nombre de personnes occuppées est réduit.

   A Recife, Brésil, l'UNC (1980) a trouvé dans son enquête une moyenne de 3,1 personnes par entreprise, titulaire compris.

3. L'utilisation intensive de la main-d'oeuvre: à cause de la taille et du capital réduits, on utilise dans l'Informel peu de main-d'oeuvre par unité, mais l'ensemble des activités informelles, dû a son grand nombre, absorbe beaucoup ce facteur, grâce aussi à son abondance et à la rareté et le coût du capital.

En général la majorité de la main-d'oeuvre est familiale, sous formes d'aides ou la main-d'oeuvre secondaire, c.a.d. les femmes, les trop jeunes ou âgés.

La majorité constitue une main d'oeuvre peu qualifiée[7] et mal rémunérée. Selon l'enquête de l'UNO à Recife, 69% du personnel reçoivent jusqu'à 1 salaire minimum, tandis que la situation des entrepreneurs est bien meilleure: 60% reçoivent l'équivalent de 1 a 5 salaires minimums (p.115).

4. La technologie sommaire utilisée: elle est souvent artisanale ou semi artisanale, le matériel est usagé et ou adapté. Cette situation est liée à la basse capitalisation et à la difficulté d'accès au crédit "formel". Mais il y a d'énormes variations entre les équipements utilisés: depuis une vieille machine à coudre jusqu'aux équipements d'un petit garage de réparation de voitures.

---

[7] Pour le rôle de l'apprentissage en Afrique, voir Nafziger (1969) et Hart (1973).

5. La propriété familiale: elle est essentiellement contrôlée par le chef de la famille et rarement associative. On trouve aussi le contrôle dans le mains des nationaux. A Salvador, le gouvernement est en train d'organiser des associations par métiers, comme celle des domestiques.

6. L'accès facile: il est plutôt aisé, sauf pour quelques branches comme l'artisanat, où il faut une certaine qualification ou pour le montage d'une petite entreprise, où un minimum de capital est nécessaire.[a]

Il y a aussi les barrières des restrictions gouvernementales ou des contrôles par des groupes éthniques (en Afrique et Asie) et même par des "syndicates" (Amérique Latine).

Les travaux qui nécessitent plutôt de la pure force de travail sont d'accès plus facile, comme par exemple, le service domestique ou le petit commerce.

7. Les conditions précaires de travail: a) Les horaires sont irréguliers, les journées sont soit partielles, soit trop prolongées. Cavalcanti et Duarte ont trouvé à Salvador (1980) 49% des travailleurs dans le soussecteur informel de l'Industrie et 65% dans celui des Transports travaillant plus de 8 heures par jour et dans celui du Commerce 13,4% travaillent même plus de 10 heures par jour (p.89); b) L'instabilité est une

---

[a] Voir le rôle de la famille étendue en Afrique (Aldous, 1968).

autre caractéristique commune. Mais la situation du "Formel" est aussi semblable dans ce cas. Cavalcanti et Duarte ont trouvé dans la même enquête à Salvador, un plus grand "turn-over" dans ce secteur que dans les activités informelles; c) La protection au travail est presque inexistante. Pour Mazumdar (1976) la protection est la principale distinction entre les 2 secteurs (mais il considère aussi la protection gouvernementale); d) La mobilité: le passage de ce secteur au Formel s'avère plutot difficile. L'Informel n'est pas une étape temporaire dans la vie des travailleurs;

d. Les marchés compétitifs et irréguliers: En raison de l'accès assez facile et du manque de règlementation, la concurrence est très forte pour des ressources limitées. Les gains sont par conséquent faibles. Mais, de nouveau, les activités que requièrent un peu de qualification ou de capital sont moins menacées par cette concurrence.

La définition du Secteur Informel n'a été jamais satisfaisante. Il faut toujour ajouter ses caracéristiques principales pour éclairer son concept. Peut-être est-ce dû à son origine dualiste: on ne voit que des oppositions, c.a.d. on définit une chose par rapport a une autre.

Même son prerier utilisateur, Keith Hart, dans son article "Informal Income Opportunities and Urban Employment in

Ghana", paru en 1973 (présenté à la Conférence sur le Chômage Urbain en Afrique en 1971) n'a pas défini clairement le concept. Il a parlé plutôt de "informality in the income-generating activities of the sub-proletariat" ou "informal economic activities" (p.61). Il a donné, cependant, à la deuxième partie de son article le titre de "The Informal Sector" (p.68). Mais il décrit les critères pour distinguer "between formal and informal income opportunities" et élabore la première typologie "of urban income opportunities" où il classifie les activités en "Formal income opportunities", "Informal income opportunities: legitimate" et "Informal income opportunities: illegitimate"(p.69).

Le concept a été repris par le BIT/ILO dans son Rapport sur le Kenya (1972). De nouveau les caractéristiques du Secteur Informel ont été énumérées par opposition à celles du Secteur Formel: a) la facilité d'accéder aux métiers en question; b) le recours aux ressources locales; c) la propriété familiale des entreprises; d) l'échelle restreinte des opérations; e) les techniques à forte intensité de main-d'oeuvre et adaptées; f) les qualifications qui s'acquièrent en dehors du système scolaire officiel; g) les marchés échappant à tout règlement et ouverts à la concurrence; (p.7).

Sethuraman (1976), malgré le titre de son article, "The Urban Informal Sector: Concept, Measurement and Policy", n'arrive pas à une définition. Il fait une distinction entre les deux secteurs: "les relations pouvant exister entre l'-

entreprise de ce secteur et les autres entreprises (...) sont des relations dénuées de formalité" (p.82). Et dans une annexe il propose des critères pour identifier les entreprises du Secteur Informel (p.91-92).

Souza et Tokman (1976) parviennent à une définition du Secteur Informel comme "l'ensemble des personnes occupées dans le service domestique, des travailleurs occasionnels, des travailleurs à leur propre compte et des patrons, employés et travailleurs familiaux d'entreprises n'occupant pas plus de 4 personnes" ou "le secteur serait composé des personnes dont le revenu est inférieur à un certain minimum" (p.396-397).

Hugon (1980-a) définit le Secteur Informel comme "des activités à petite échelle où le salariat est très limité, où le capital avancé est faible, mais où néanmoins il y a circulation monnétaire, vente de biens et services onéreux"(p.237).

Sethuraman est plus précis dans son livre de 1981. Il définit le Secteur Informel comme "It consists of small scale units, engaged in the production and distribution of goods and services with the primary objective of generating employment and incomes to their participants notwithstanding the constraints on capital, both physical and human, and knowhow"(p.17).

3.3 LES CRITIQUES

Les critiques sont nombreuses: Leys (1973) considère l'usage de "Secteur Informel" comme un euphémisme pour un emploi de la main-d'oeuvre bon marché, basé sur le manque de terre et le chômage (p.426). Il arrive à l'appeler "The Cinderella of Underdevelopment", vu comme la principale source de la croissance future par le Rapport du BIT/IIC sur le Kenya (p.425).

Breman (1976) estime que le concept est inadéquat en raison de la nature fragmentée du marché de travail et de la non considération des classes sociales.

Bromley lui, est plus incisif. Il trouve même 9 déficiences dans la classification du Secteur Informel et opte pour un continuum entre les deux pôles extrêmes (1978).

Il y a aussi des critiques à l'usage même du terme "Secteur": Bienefeld et Godfrey (1975) déclarent que "The definition of 'Sector' is very loose and inexact" (p.7) p.e.g. le secteur est défini en incluant "a heterogeneous set of activities of people, whose definition is imprecise and who have no identifiable, analytically useful common characteristics"(p.7).

Elkan (1976) arrive même au point de considérer la somme des activités en tant que Secteur Informel comme: "is not only a piece of needless obscurantism, but also raises the question whether these activities do in fact constitute a sector"(p.693).

Pour finir, Ikonikoff et Sigal écrivent "le secteur informel reflète le désarroi d'une pensée ethnocentrique qui tente d'enfermer le développement africain dans des cadres conceptuels qui lui sont profondément étrangers" (1980:433).

Comme on le verra ensuite, ces critiques et insatisfactions sont liées, en majorité, à d'autres différentes perceptions sur les activités informelles.

On peu ajouter à ces critiques, que l'on se trompe souvant en considérant en même temps d'une part, les entreprises et d'autre part les personnes (ou familles) et même les voisinages.

Caroline Moser (1978) a soulevé la confusion sur l'idée du Secteur Informel comme synonyme soit de pauvreté urbaine, soit de la population habitant les bidonvilles ou taudis, soit des populations migrant dans les villes. Ou bien on croît que tous les gens qui exercent des occupations dites informelles habitent dans des bidonvilles (ou vice-versa) ou bien que tous les pauvres urbains appartiennent au Secteur Informel, ou encore que toutes les personnes ayant des activités "informelles" sont des pauvres.

Mais la discussion et le débat sur l'Informel/Formel n'est qu'une continuation de la discussion du dualisme au Tiers Monde.

3.4 LE DUALISME

L'examen de la littérature nous a montré comment le concept de l'Informel est né dans un courant d'idées basées sur une conception duale des économies et sociétés du Tiers Monde.

Moser dans son article de 1977 fait un bon résumé du débat sur le dualisme économique, c.a.d. la co-existence de 2 secteurs ou systèmes dans une économie (p.465). Elle fait référence à 3 types d' approches dualistes: le dualisme social de B. H. Boeke, le dualisme technologique de B. Higgins et le dualisme économique de W. A. Lewis. Celui-ci sépare le secteur de subsistance/base agraire du technologiquement sophistiqué secteur industriel/capitaliste. Il les considère comme ayant une structure indépendante, et les seuls échanges se font par l'offre de travail excédant ("surplus labour") (p.466).

En fait, l'article de Lewis (1954) a servi de base pour la Théorie Dualiste, en séparant le Secteur de Subsistance (part de l'économie qui n'use pas de capital reproductif, d'où le "non productif") du Secteur Capitaliste (part de l'économie qui use le capital reproductif) (p.407).

Baer et Hervé mettent en relief le problème de la main-d'oeuvre qualifiée et arrivent à la conclusion que l'"effective supply of labour is in fact much smaller than the absolute supply of labor" (1966:101). Frank divise la force de travail urbaine (en Afrique) en Secteur Moderne et Secteur Traditionnel, en considérant comme différence prin-

cipale l'échelle d'opération (1968). Reynolds subdivise le Secteur Moderne en Industrie et Gouvernement, et le Secteur Traditionnel en Secteur Agricole et Secteur de Commerce et Services Urbains. Ce dernier secteur est composé de plusieurs catégories qui seront appelées par après "l'Informel": petits commerçants, vendeurs de rue, "coolies", porteurs, petits artisans, messagers, barbiers, nettoyeurs de souliers et domestiques (1969:91). Malgré 4 sous-secteurs, la conception est toujours dualiste (moderne par rapport au traditionnel).

Nun (1969) trouve que le modèle de Lewis a une pertinance limitée pour l'Amérique Latine. Selon lui, il y a d'autres facteurs pour expliquer la non absorption de la main-d'oeuvre dans ce sous-continent: la manutention des forces productives traditionnelles et la dépendance néo-coloniale (p.114). Selon Nun, il y a eu des altérations des modèles classiques du développement industriel (p.117).

Stavenhagen place le dualisme comme la première des 7 thèses erronées sur l'Amérique latine. Il considère que les différences existent (rural/urbain, régions arriérées/régions développées etc.), mais ces différences sont originaires du même processus historique. Il rappelle même que dans certains cas, le sous-développement a suivi le développement, comme dans les régions autrefois prospères et aujourd'hui décadentes, correspondant à des cycles de l'économie occidentale (1969).

Gunder Frank aussi considère que le dualisme est théoriquement inadéquat, p.c.q. il n'analyse pas la réalité du système capitaliste à ses niveaux international, national et local. Il rappelle que toute la strucuture sociale des pays sous-développés, depuis longtemps, a été pénétrée et transformée par un unique système mondial, dans lequel elle est intégrante et incorporée (1969:61-64).

Weeks attaque l'usage du terme "Traditionnel", qui selon lui, sous-entend un manque de dynamisme (1975:2). Bienefeld et Godfrey critiquent la confiance de Lewis dans les mécanismes du marché. D'après ces deux auteurs le Secteur de Subsistance n'est pas resté passif, attendant que sa force de travail soit drainée par les opportunités et salaires attractifs du Secteur Capitaliste. Dans ce secteur, le processus de détermination des gains s'est montré bien plus complexe (1975:5).

Mais Francisco de Oliveira a été plus loin dans sa critique au dualisme (1975): le processus réel, selon lui, montre une symbiose et une unité des contraires, entre le "Moderne" et le "Retardé". Le premier croît et se nourrit de l'existence du "retardé" (p.9). Dans le cas brésilien, examiné par Oliveira, l'agriculture a une fonction vitale pour l'expansion du système, soit en fournissant des contingents de la force de travail, soit en fournissant des aliments. Loin d'un croissant et accumulatif isolement, il y a des rapports entre les 2 secteurs qui sont dans la logique du

type d'expansion capitaliste (...) au Brésil (p.19-20).[9]

Breman trouve que le dualisme urbain n'est pas dû à un contraste entre le "Secteur Moderne/dynamique" et le "Secteur Traditionnel/statique", mais aux problèmes structuraux dans le total de l'économie et société des pays tiers (1976:1871).

Malgré tout, le dualisme a eu ses adeptes et plusieurs dénominations sont apparues, avant et après le concept du Secteur Informel: Geertz, analysant 2 villes de l'Indonésie, en 1963, a fait l'opposition entre l' "Economie de Bazar" et l'"Economie Centrale".

Comme on l'a déjà vu, l'auteur du concept du Secteur Informel, Hart (1971, publié 1973) base sa typologie des opportunités de revenu urbain sur la dualité "Opportunités Formelles"/"Informelles", en subdivisant ces dernières en "légitimes" et "illégitimes" (p.68-69). Le Rapport du BIT/ILO (1972) consacre cette division duale.

Très tôt, Leys (1973) critique le dualisme utilisé par la Mission du BIT/ILO: "The mission saw a duality (...) where there was a unity - between the mass of very low income in general and the high profit levels of most firms" (p.427).

---

[9] Voir les commentaires de Bromley sur l'article de Francisco de Oliveira et sur la relative obscurité du même dû à son édition dans une "langue minoritaire" (1978:1036).

Child (1973) essaye la première "trichotomie" en créant un troisième secteur, entre le "Traditionnel" et le "Moderne": le "Secteur Intermédiaire". Il fait la différence entre le Secteur Traditionnel comme étant plutôt lié aux activités agricoles, tandis que le Secteur Intermédiaire, avec les caractéristiques de l'Informel, apparait dans les marchés ruraux et périphéries urbaines (p.9).

Frankman et Charle (1973) reviennent aux divisions traditionnelles de l'économie (agriculture, mines, manufactures et services) en plaçant les activités informelles comme caractéristiques du Secteur de Services en Afrique. Hunter aussi, trouve qu'il y a une vaste catégorie dans les Services qui n'est pas de "Subsistance" ni du "Secteur Moderne". Il la considère comme un domaine "mal défini" ("murky") et à mieux connaître (1973:135).

Friedman et Sullivan proposent aussi un modèle de marché de travail urbain. Ils divisent l'emploi en 3 secteurs: 1) "Secteur d'entreprises individuelles" (y compris les chômeurs et travailleurs indépendants); 2) "Secteur des entreprises familiales" (petits établissements jusqu'a 50 employés et bas capital par rapport aux nombre de travailleurs); et 3) "Secteur Corporatif". Ils essayent d'ajuster les caractéristiques de niveau d'éducation, source de revenus, capitalisation et degré de protection social et économique au modèle, en créant d'autres divisions. C'est donc, un raffinement du dualisme en 3 secteurs, où ils ajou-

tent d'autres caractéristiques qui normalement ne coincident pas entre elles. Par exemple, il n'y a pas d'équivalence entre chômeurs et éducation primaire et analphabétisme, surtout dans certains pays comme le Sri Lanka, où le chômage est élevé chez les diplomés.[10]

Dore revient au dualisme en faisant le partage "Secteur Moderne/Large Echelle" et "Secteur de Petite Echelle", mais en affirmant que entre les extrêmes il y a une grande aire grise (1974). Weeks propose un modèle en 4 secteurs, basé sur celui de Reynolds. avec la même origine dualiste: "Secteur d'agriculture paysanne", "Secteur Informel", Secteur Privé Formel" et "Secteur Public" (1975:5-6).

Mazumdar dans un travail pour la Banque Mondiale (1975) s'appuye sur un modèle dualiste: le "U-Sector", caractérisé par l'accès facile, horaires variables de travail et gains flexibles et le "O-Sector" avec salaires rigides et relativement de haut niveau. Dans ce même texte, il considère comme synonymes d'une part le "Secteur Organisé" et le "Secteur Formel" et d'autre part le "Secteur Désorganisé" et l'"Informel" (p.1). L'année suivante Mazumdar rejette l'opposition Formel/Informel en se référant que la différence entre les 2 types d'emploi est plutôt en degré qu'en espèce. Dans ce travail il considère la "protection" comme la distinction de base entre les 2 secteurs.

---

[10] Voir Thorbecke, 1973

Milton Santos propose le "Circuit Supérieur" et le "Circuit Inférieur" pour la division Formel/Informel, mais parle de bipolarisation au lieu de dualisme (1975:51). Kritz et Ramos (1976) ont essayé de classer les travailleurs selon le degré de sous-utilisation de leur capacité de production (l'influence du plein-emploi comme mesure). Ils divisent alors les travailleurs en "Travailleurs Occasionnels", les "Travailleurs à revenu variable" et "Travailleurs à salaire fixe". Il y avait encore les "Inactifs" dans leur classification. Stell en 1977, défend sa position de l'année antérieure qui était d'inclure un "Secteur Intermédiaire" entre les secteurs "Moderne" et "Informel" (modèle tri-sectoriel).

Le Rapport de l'ONU (1980) maintient encore la dualité Formal/Informal et utilise aussi des termes comme "Sous-emploi Visible" et "Invisible". Peattie la même année, se questionne quant à la division en 2 secteurs de l'économie. Elle rappelle qu'il existe une hiérarchie de contrats de travail avec plusieurs degrés de sécurité et de rémunération et une hiérarchie des entreprises, de la plus grande et bureaucratisée à la plus petite et instable (p.26). Nihan critique le dualisme ("peu réaliste et ambigu") et introduit, à partir des enquêtes en Afrique, le "Secteur Informel[11] moderne", composé de petits producteurs et des petites entreprises. Celui-ci constituait un segment précis de l'activité

---

[11] Il appelle "non structuré".

économique, qui produisait des biens et services parallèles au "Secteur Moderne" (1980:266).

Une des dernières défenses en faveur du dualisme apparait dans le livre de l'International Labour Office (ILO/BIT, 1981) où Sethuraman affirme "The dualistic nature of the urban economy in developing countries has been recognised in the development literature for some years now" (p.10). Il reconnait cependant, que la terminologie n'est pas satisfaisante.

Ces critiques au dualisme, ainsi que celles à l'utilisation de la dualité formel/informel viennent, comme on l'a déjà mentionné, des perceptions divergentes sur l'origine de l'Informel.

Nous avons appelé les autres propositions conçues, soit pour améliorer le concept, soit pour s'y opposer, de "visions non dualistes".

3.5 LES VISIONS NON DUALISTES

D'une façon générale, on sépare ceux qui défendent la division dualiste comme "néo-classiques" de ceux que s'y opposent et qui ont pour la plupart une influence marxiste. Cependant, même parmi les adversaires des conceptions néo-classiques on trouve encore différentes versions et discussions sur les concepts et les explications des causes des phénomènes étudiés.

Quijano (1966) en initiant la discussion sur le concept de la "Marginalité Sociale", refute le dualisme. Il considère la relation entre la structure économique sociale des sociétés latino-américaines et la sphère de marginalité sociale générale comme des rapports corrélats et conflictuels (p.55). Il développera ses idées et en 1971 arrive au concept de "Pôle Marginal": la généralisation de la production industrielle des biens et services comme un secteur hégémonique de la structure économique et l'apparition des modalités monopolistiques d'organisation de ces activités en Amérique Latine, au lieu de faire disparaître les secteurs et formes antécédents, au contraire, ont entrainé leur expansion ou leur modification, à partir des nouvelles formes d'articulation avec l'ensemble de l'économie. Comme exemple de cette expansion il cite l'artisanat, le petit commerce, l'agriculture et l'élevage. Il présente le concept du "Pôle Marginal" de l'économie comme un nouveau niveau des activités économiques en Amérique Latine (p.401-404). Il sépare l'ensemble de l'économie en "Secteur Hégémonique Monopolistique", en niveau Intermédiaire ou "Compétitif" et en "Pôle Marginal" (p.420-421). Dans son autre travail de la même année (1971-b), il divise le marché d'emploi marginal en "Petite bourgeoisie marginale" (production artisanale, petites entreprises de services, petit commerce) et le "Prolétariat marginal" (services non-productifs, bâtiment, travail non qualifié) (p.173-174).

Nun (1969) dans une ligne proche de celle de Quijano, fait une révision du concept de "Surpopulation relative" (la part de la population qui excède les limites de la forme de production déterminée, et qui reste dans un état de simple facteur virtuel, p.c.q. elle n'arrive même pas à se lier aux moyens de reproduction). Selon lui, la surpopulation est synonyme de paupérisme (p.78-79). Il revoit aussi le concept de "Armée Industrielle de Réserve": toute la population ne constitue pas nécessairement une armée industrielle de réserve (p.82). Cet excédent de population, qui ne dépasse pas l'état de simple facteur virtuel de l'armée de réserve a été appelé par Nun comme "Masse marginale", soit la part non-fonctionnelle de la surpopulation relative (p.98-99). Il précise encore, en divisant le marché de travail en 2 secteurs: "Capital Industriel Monopoliste" et "Capital Industriel Compétitif" (p.121), que ces sans-emploi peuvent être en même temps, une armée de réserve pour le secteur compétitif et une masse marginale pour le secteur monopoliste (p.101). Pour finir, il trouve 3 types de l'implication marginale dans le processus productif: 1) Type "A": le rural autonome, le rural sans-patron, l'urbain autonome et l'urbain sans-patron (soit, économie de subsistance); 2) Type "B": le main-d'oeuvre libre qui n'arrive pas à s'incorporer au marché de travail (chômeurs, l'occupation refuge en services, le travail occasionnel, le travail intermittent et le travail saisonnier); et 3) Type "C": les assalariés des

secteurs moins modernes, où les conditions de travail sont plus rigoureuses, les lois sociales peu appliquées et les revenus proches du niveau de subsistance.

McGee dans un rapport qui a eu peu de divulgation (1974), se réfère au concept de "Protoprolétariat". Il relève l'importance de l'analyse pour "break down the rigid marxist categories of bourgeosie, proletariat and lumenproletariat by stressing the emergence of this new class" (p.15). Il essaye de décrire cette nouvelle classe dans les villes du Tiers Monde comme "as being broadly engaged with a peasant system of production which we call informal sector and gaining the major part of their income opportunities both legal and illegal" (p.26). Comme on peut s'en apercevoir, il a tenu compte de l'aspect des classes sociales, mais en conservant une importante influence du travail de Hart (1973). Sa définition ("Protoprolétariat") a été critiquée par Moser qui la considère comme une vision d'une nature homogène des masses urbaines (1977:470).

LeBrun et Gerry ont developpé le concept de "Petite production" à partir de leur étude au Sénegal. Ils décrivent l'existence des formes de production existant en marge du mode de production capitaliste, mais intégrées et subordonnées à ce mode de production. La petite production urbaine est divisée en: a) Petits producteurs dont l'accumulation de richesse est le principal résultat de leurs activités (relations capitalistes, employés assalariés et production de "surplus value") et b) ceux dont le principal

résultat de leur activité est simplement la reproduction de leurs moyens de subsistance et de leurs relations sociales de production (p.ex. artisans et petits producteurs de marchandises, incapables d' accumuler) (1975:22-23).

Francisco Oliveira (1975) traitant de l'économie brésilienne, a parlé d'une croissance non-capitaliste du secteur tertiaire, c.a.d. des services réalisés à base de la pure force de travail, avec des rémunérations très basses, et qui transfèrent pour les activités économiques capitalistes leur plus-value. Ces services (commerce ambulant, lavage des voitures, petits ateliers etc.) loin d'être des excroissances et dépôts de l'armée industrielle de réserve, sont adéquats au processus d'accumulation global et de l'expansion capitaliste et renforcent la concentration des revenus (p.26-27). Il affirme encore que l'expansion du capitalisme au Brésil se fait en introduisant des rapports nouveaux dans l'archaique et des rapports archaiques dans le nouveau (p.28).

Breman en parlant de la fragmentation du marché de travail, propose une division de la structure sociale dans les pays tiers, en 4 larges catégories sociales: 1) "L'Elite du Travail" incluant les employés des entreprises privées et gouvernementales, des travailleurs des grandes usines et d'autres groupes qui ont un standing proche de l'image du salariat; 2) La "Petite bourgeoisie" composée des propriétaires des entreprises de petite taille, des entreprises individuelles (comme l'artisanat, commerce de détail, propriétaires

de petits magazins, des prêteurs d'argent etc.); 3) Le "Sous-prolétariat": comprend la plus large section de la population travailleuse. Ce sont les travailleurs occasionnels, les non qualifiés, les employés des petites entreprises, la réserve de travail pour les grandes entreprises et les travailleurs indépendants (les commerçants de rue, les artisans ambulants etc.); et 4) Le "Lumpenprolétariat": à l'extrême limite inférieure de la hiérarchie de la classe travailleuse: les mendiants, ceux qui collectent des papiers et bouteilles etc. (1976:1940-1941).

Burgess en considérant le mode de production capitaliste comme dominant et la forme de production "Petite marchandise" comme dépendante, divise cette dernière, dans le cas de la production de l'habitation, en forme de production manufacturée et forme de production aide-propre de petites marchandises (1978:1113-1114). Carvalho et Souza (1978) et Souza (1976) évitent aussi le concept de "Secteur Informel" en utilisant celui des "Activités non-capitalistes", divisées en auto construction, travail domestique et production simple de marchandises. Ces 2 dernières formes d'organisation de la force du travail sont aussi utilisées par Jelin (1980) et Singer (1980) à coté de l'économie capitalistique privée et de l'emploi publique.

Bromley et Gerry définissent le concept de "Casual work" ("Travailleur Occasionnel") comme "any way of making a living which lacks a moderate degree of security of income and employment" (1979:5). Les moyens de survie sont con-

sidérés par ces auteurs, comme des opportunités de revenus, et incluent le travail pour les autres et le travail indépendant, en activités légales et illégales, productives ou improductives (p.5). Ils divisent "Casual Work" en "Travail salarié à court délai", "Travail salarié invisible", "Travail dépendant" et "Réel travail indépendant". Ils mentionnent aussi le concept de "Casual Poor" ("Pauvre Occasionnel"), qu'ils décrivent à partir des caractères dominants d'un large secteur de la force de travail où prédominent la pauvreté, l'insécurité et souvent les liens d'exploitation avec d'autres groupes de la société (p.14).

Hugon (1980-a) écrit que les petits activités sont "Co-capitalistes": elles coexistent avec les formes les plus modernes (p.254). Dans un second travail (1980-b) il propose une typologie pour ces structures cocapitalistes: 1) Services (Services personnels, services d'entretien et de réparation); 2) Production de marchandises; 3) Commerce; 4) Transports. Il les analyse selon le statut du travail, l'intensité capitalistique, la destination (aval) et la dépendance (amont) des biens et services (p.423-426).

Gerry propose aussi une division de la force de travail: 1) Les salariés directs; 2) Les travailleurs occasionnels:[12] il les considère comme "à mi-chemin de ce qu'on pourrait appeler la 'participation fonctionnelle' à la force

---

[12] Dans son tableau d'analyse des fractions de la force de travail, il les appelle d'"Armée industrielle de reserve".

de travail active et à l'excédent relatif de population"; 3) les salariés déguisés: sont les sous-traitants, le travail extérieur, le salaire à la pièce etc.; 4) Les petits producteurs marchands (travail non indépendant); et 5) La main d'oeuvre résiduelle: les membres du "lumpenproletariat" (1980:399-402).

Finalement, Prandi (1980) en s'occupant de l'autonome à Salvador ("Conta Propria"), divise ce groupe de travailleurs non salariés en autonomes réguliers (stables) et les autonomes irréguliers (connus comme "biscateiros" ou "marreteiros") qui s'assujétissent à travailler dans la première tâche que apparaître.

Comme on peut s'en apercevoir, les non dualistes essayent d'utiliser des nouveaux concepts pour rompre la dichotomie trop simpliste formel/informel. En même temps, ils tentent d'enrichir ou complémenter les catégories marxistes originales, correspondantes à la réalité de l'évolution du capitalisme européen au siècle dernier.

Mais, il y a quand même des approches différentes sur la nature du Secteur Informel, comme l'a exposé Tokman dans son article de 1978: des approches de subordination sur les conditions autonomes (l'approche de la "marçinalité") et les approches sur les conditions d'intégration (l'approche de l'explcitation).

Pourtant malgré les divergences d'approches, l'ensemble des auteurs de vision non dualiste sont d'accord sur le

phénomène comme résultat de l'expansion du capitalisme,[13] c.a.d., le processus de concentration du capital au niveau spatial, la transformation partielle dans l'agriculture, la dépendance des ressources externes et ses conséquences comme l'urbanisation, dans l'ensemble des pays tiers en degrés variés. Il y a aussi une concordance parmi ces auteurs, sur l'extinction de quelques activités existantes, la subsistance de certaines autres et même l'expansion d'activités informelles favorisées par l'expansion du capitalisme (Carvalho et Souza, 1978).

Nous considérons que les visions non dualistes, surtout celles de Quijano, Oliveira et Carvalho et Souza, sont les plus satisfaisantes pour comprendre les causes de l'Informel et son insertion dans l'ensemble de l'économie, même s'ils utilisent des terminologies différentes, et qu'ils n'ont pas réalisé autant des travaux empiriques que les "dualistes".

Le fait de ne pas concorder avec la vision dualiste des problèmes du Tiers Monde renforce l'importance d'examiner les liaisons ("linkages") entre l'Informel et le "reste" de l'économie ou de la société.

---

[13] Voir par ex. Quijano (1971-a), Brun et Gerry (1975), Kowarick (1977), Burgess (1978), Carvalho et Souza (1978).

Chapitre 4
LES LIAISONS DE L'INFORMEL

L'étude des liaisons du Secteur Informel avec l'ensemble de l'économie est certainement le point clef pour comprendre comment ce secteur fonctionne. Cette étude nous permet de donner des éléments plus solides pour remplacer le simplisme d'une vision dualiste.

Déjà dans le premier travail sur l'Informel, Hart (1971, publié 1973) montre la nécessité d'établir une matrice "input-output" des activités formelles et informelles basée sur les types des revenus et dépenses (p.85).

Dans le Rapport du BIT/ILO (1972) on trouve une annexe technique sur ce sujet. Ils proposent un modèle intersectoriel de l'économie pour identifier ces liaisons (p.506-508). Leys en critiquant ce Rapport, trouve que les liaisons avec le Secteur Formel ne constituent que la provision des biens et services très bon marché, qui donnent des hauts profits à ce secteur (1973:426).

LeBrun et Gerry (1975) constatent que les liaisons sont de subordination, que ce soit dans les liaisons en amont ("backward linkages") - matériel et équipement - ou dans les liaisons en aval ("forward linkages"). Les relations de sous-traitance sont vues aussi comme une réduction des coûts de production des entreprises "formelles".

Santos trouve que l'informel "serve de collecteur de l'épargne populaire canalisée ensuite vers le Secteur Formel" (1975:344). Sethuraman considère que les liaisons en amont sont inexistantes avec les zones rurales. Les liaisons en aval se font principalement avec les particuliers, les ménages et les établissements du Secteur Informel et seulement dans une faible mesure avec le Secteur Formel (1977:360).

Moser (1977) mentionne la dépendance des petits commerçants du marché avec les grossistes de Bogota. Elle considère que ces liaisons de dépendance sont causées par le manque d'accès au capital et l'achat à petite échelle. Dans son article de 1978 elle confirme ces liaisons de dépendance entre les "entreprises de petite échelle" et le "Secteur Capitaliste": elles vont depuis l'incorporation par la sous-traitance jusqu'à l'utilisation de la distribution en détail. Bromley critique l'idée que les deux secteurs soient séparés et indépendants (1976:1034).

Tokman a fait une révision sur la discussion sur les liaisons en classifiant des approches de relations "bénignes" et des approches de subordination. Il propose une troisième approche, de "subordination hétérogène". Il arrive à la conclusion que les prix et marchés sont déterminés en dehors du secteur et que sa "balance de payements" est de composition diversifiée et principalement constituée de produits d'élasticité réduite, dûe aux bas revenus (1978).

Linn estime qu'il y a un "important input and output linkages found in many LDC cities between 'formal' and 'informal' sector activities" (p.63). Il mentionne la sous-traitance, les liaisons en amont du secteur moderne avec le petit commerce et l'artisanat, ainsi qu'avec ceux qui utilisent des déchets. Il trouve encore que le capital, surtout pour la réalisation des activités, est fourni par le secteur moderne (à des prix exhorbitants) (1979:62-64). Peattie pense que la conceptualization duale dévie l'attention sur les liaisons économiques dans le système: les petites entreprises peuvent fonctionner "as distribution outlets or component suppliers for very large firms" (1980:25).

Mihan examine les résultats des enquêtes dans 7 villes africaines (1980). Il remarque des relations importantes en amont avec le secteur moderne, comme l'achat des matières premières (de 47% à Bamako a 85% à Nouakchott) et d'équipements lourds (50% à Bamako a 100% à Kigali et Nouakchott). Les relations en aval, selon les enquêtes, sont plutôt faibles, avec un maximum de 20%.

Gerry détaille en 1980, les idées exposées avec LeBrun en 1975. Il décrit le cas de la dépendance des fabricants de chaussures à Dakar: ils ont arrêté de travailler le cuir à cause du monopole de ce matériel pour une grande industrie. Ils ont passé à utiliser le vinyl importé. Toute la production, dans le cas examiné, est achetée par un commerçant libanais. Il mentionne aussi le cas des chaines de sous-traitance dans le Bâtiment, liés même à des entreprises.

Hugon, détaille aussi les liaisons entre l'Informel et le "Secteur Capitaliste": l'essentiel des "inputs" provient du Secteur Industriel et des Circuits Commerciaux, mais très peu d'"outputs" sont vendus à ce secteur. Il conclut son article avec une annexe où il développe une matrice des liaisons en aval (destination) avec les "Infra-urbains", les Salariés, la Bourgeoisie étrangère et l'Etat et des liaisons en amont (dépendance) avec le monde rural, les clients privés urbains, le Capital commercial et le Capital industriel (1980-b).

Mais ce sont les études réalisées au Brésil qui présentent les données les plus détaillées: Cavalcanti et Duarte ont remarqué une intégration économique effective entre les 2 secteurs à Salvador. Cette intégration est examinée par les liaisons en amont et en aval existantes: quant aux matériaux utilisés par les micro-entreprises, 54,4% sont originaires des fournisseurs informels et 31,2% des fournisseurs formels, dans le sous-secteur Commerce. Dans les sous-secteurs de Services et de l'Industrie, les pourcentages des matériaux originaires des fournisseurs formels sont de 46,4% et 46%, respectivement, plus importants pourtant que ceux de l'Informel (27,7% et 27%). Le sous-secteur de Transport jouit d'une situation intermédiaire. Les liaisons en aval sont plus fortes avec les clients domiciliaires dans tous les sous-secteurs. On observe aussi que le sous-secteur de Transports (21,6%) et celui du Bâtiment (33,3%) ont quand même une importante clientèle formelle (1980:110-113).

Berlinck, Ecvc et Cintra, dans le cas de Campinas, au Sud du Brésil (1981), ont trouvé les liaisons suivantes: en amont, 34% des matières premières viennent des larges entreprises et 34% des larges et petites, 22% des petites et à peine 10% dépendent des individus et familles. En aval la situation est au contraire, 83% vendent leurs biens et services à des familles et à peine 12% à des grands entreprises.

Malgré l'importance de ces liaisons, les études n'ont pas suffisamment approfondi le sujet, tâche pourtant essentielle pour mieux comprendre la nature même de l'Informel.

Un examen spécifique du "marché" des biens et services informels (en analysant la demande et l'offre du Secteur) est aussi nécessaire pour mieux saisir ces liaisons:

1. Quelques composantes de la demande: Davies (1973) mettait en évidence que les petites entreprises (au Kenya), desservaient un marché de bas revenus et que leur croissance était dépendante de l'amélioration du revenu de leurs clients (p.150). Friedmann et Sullivan concordent, eux aussi, avec le marché de bas revenus pour les produits du Secteur "Non Protégé" (1974:394). Sethuraman trouve que le Secteur Informel en Afrique a de l'essor p.c.q. les marchandises et services produits sont très demandés (1977:356). Peattie mentionne la fourniture des produits par l'Informel à des consommateurs de hauts revenus (1980:25).

Mais c'est dans les études sur le Brésil, encore une fois, qu'apparaissent les données le plus intéressantes concernant la demande: Cavalcanti dans son enquête à Recife (1978) a trouvé qu'une famille à Recife dépensait 3,3%[14] de ses revenus par mois, pour l'achat de services informels (ce qui équivaut à une dépense annuelle, à l'époque, de 60 millions de dollars (p.70-72). Il a aussi remarqué que la population, dans bien des cas, préférait la prestation des services par les entreprises informelles plutôt que par les entreprises organisées du Secteur Formel (p.74). Aussi, la raison principale de cette préférence était le prix (p.94).

Cavalcanti et Duarte en 1980 on trouvé un pourcentage encore plus élevé à Salvador: ils estiment à 7,6% du revenu familial de cette ville, la somme destinée à la consommation des services informels. Les couches de revenu supérieur consomment ces services plus que la moyenne de la ville. Le calcul des dépenses des consommateurs, à l'époque, a donné un résultat de 105 millions de dollars par an. Autre remarque importante faite par ces auteurs c'est l'existance d'une considérable demande institutionnelle de certains biens et services informels (p.162-164).

---

[14] 5,3% avec les services domestiques (p.121).

2. Quelques aspects de l'offre: Comme nous l'avons référé dans l'item sur la demande, l'offre des produits bon marché est un des principaux attraits pour la consommation des biens informels.

Friedmann et Sulivan trouvent que la majorité du "Secteur Non-Protegé" produit des articles traditionnels, qui sont caractérisés par la manque de standardisation et de contrôle de qualité ainsi que par l'usage des ressources locales (1974:394). Le Brun et Gerry trouvent que la "petty production" est capable de satisfaire la plus grande parte de la consommation des masses urbaines (1975:29). Cet aspect est confirmé par Peattie en Colombie (1980).

Le Rapport de l'ONU remarque aussi que les entrepreneurs du Secteur Informel se concentrent dans des segments du marché que le Secteur Formel ne peut pas ou ne veut pas exploiter (ex. des produits de qualité inférieure, bas prix et petit volume) (1980:19).

Les études sur le Secteur Informel à Salvador, montrent que le marché pour les produits et services "informels" est vaste, mais il y a une différentiation interne: le Commerce informel et les petites industries offrent des produits à la population de bas revenus,[15] tandis que la prestation de

---

[15] Même à des prix plus élevés, le commerce informel est avantageux pour les populations pauvres à cause de la

services informels atteint toutes les couches de revenus. Les Transports et la Construction de l'autre coté, sont plus recherchés par les riches (Cavalcanti et Duarte, 1980:115). Sethuraman a encore observé que la production de l'Informel va directement au consommateur final (1976:92).

Il nous semble que les études sur l'Informel doivent être approfondies dans ses liaisons en amont et en aval, et être examinées dans le contexte spatial. Mais la tâche est très complexe. L'étude des liaisons de l'Informel ne peut pas se faire comme un bloc homogène, p.c.q. sous l'étiquette de "Secteur Informel" cohabitent plusieurs sous-secteurs. Chacun a des rapports différents selon sa spécificité, sans parler de la différence entre les petites entreprises et les travailleurs autonomes. Par exemple, les industries informelles peuvent avoir d'importantes liaisons en amont avec des industries formelles, avec le commerce formel, avec des prêteurs d'argent, entre autres, et en aval, ses débouchés peuvent être les familles pauvres, d'autres industries formelles, le commerce formel et informel, etc.

Le sous-secteur commerce a aussi des liaisons différentes: il peut s'approvisionner du commerce formel, des industries formelles, des industries informelles etc. et il peut vendre ses produits aux familles pauvres, aux familles aisées, aux touristes etc.

---

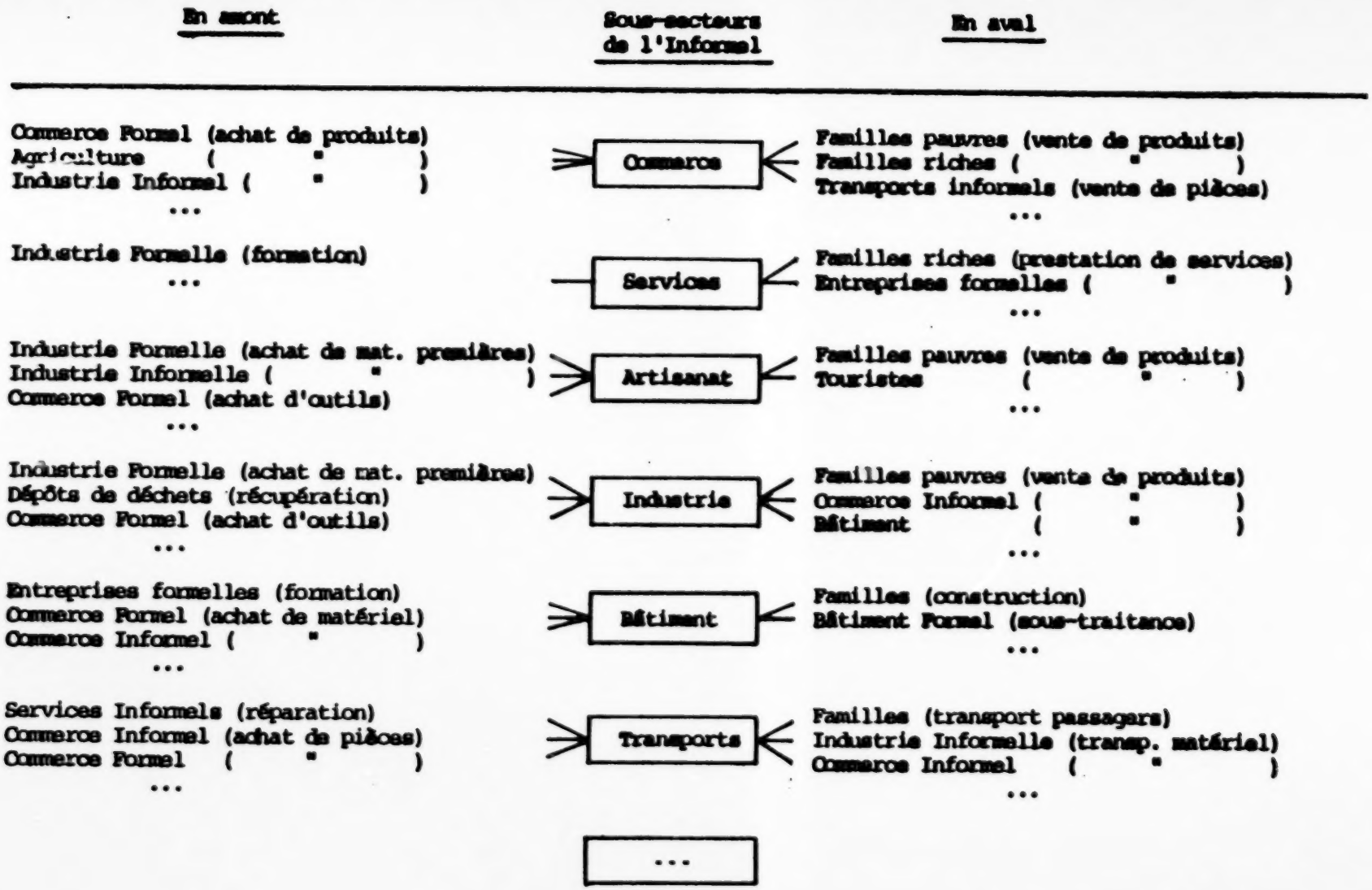
nécessité d'acheter par petites quantités ou dans les proximités des lieux de résidence.

Ainsi il faut examiner en détail les liens de chaque sous-secteur (comme celui des Services, des Transports, l'Artisanat, le Bâtiment etc.). Cet examen doit être complété par la spacialisation de ces "linkages". (Voir figure 1)

Comme nous l'avons vu brièvement, les villes des pays tiers se structurent autrement que celles des pays riches. Les modèles de Burguess, de Harris-Ullman etc. ne peuvent pas être appliqués à ces structures urbaines différentes, qui présentent, en général, des quartiers riches proches du centre et les périphéries pauvres et sous-équipées, sans mentionner les bidonvilles centraux et périphériques. (Voir figure 2)

Dans ce contexte spatial (qui doit lui aussi être mieux examiné) la localisation des activités informelles n'a pas encore été suffisamment étudiée, et plus important encore, les liaisons de l'Informel présentent aussi des comporte-ments assez différents à ce niveau. Par exemple, les quartiers riches attirent plutôt la prestation de services informels, par des individus qui doivent habiter dans les proximités immédiate. Les industries informelles, à cause de la nécessité de s'approvisionner près de ses fournisseus de matière première, peuvent se situer près des centres industriels, à coté des dépôts de déchets, ainsi que proches des axes de transports. Le commerce informel peut se localiser près des aires centrales ou dans les quartiers pauvres, selon sa clientèle.

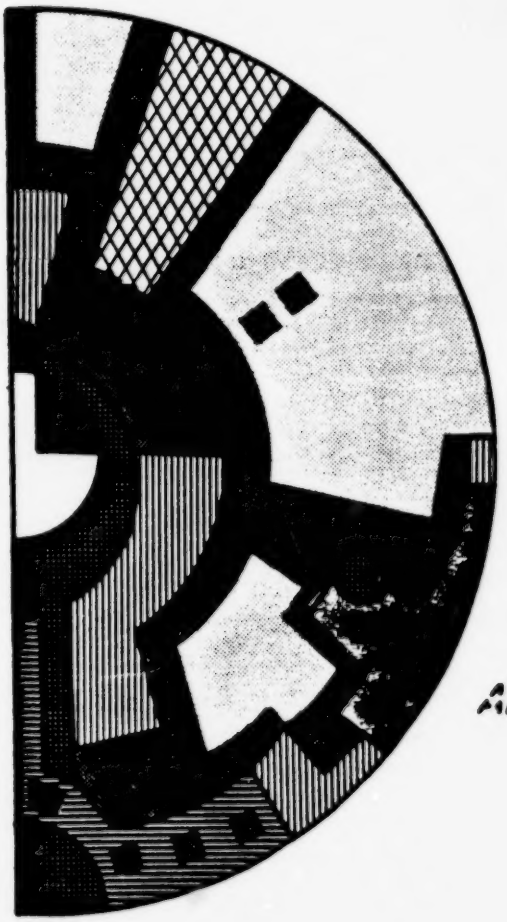
Figure 1 - LIAISONS DU SECTEUR INFORMEL



(figure 2)

EXEMPLE SCHEMATIQUE DE STRUCTURE URBAINE DANS UN PAYS SOUS-DEVELOPPE

(Salvador, BRESIL)



Baie de Todos os Santos

Ocean Atlantic

LEGENDE

ZONES D'ACTIVITES

- "CBD"
- Zones Commerciales
- Zone Industrielle

QUARTIERS RESIDENTIELS

	RICHES	MOYENS	PAUVRES
H.D.	H.D.		H.D.
B.D.	B.D.		B.D.

H.D.= Haute Densité B.D.= Baisse Densité

MG

On pourrait dire, en respectant les échelles, que chaque sous-secteur de l'Informel a un comportement qui peut rappeler celui de son homologue formel: certains sont tournés vers le marché, d'autres vers les sources d'approvisionnement.

Mais nous ne devons pas utiliser mécaniquement les théories et idées correspondants aux connaissances des mécanismes du marché "formel". D'abord il y a une situation socio-économique assez différente et complexe, et ensuite la structuration spatiale est complètement distincte.

Chapitre 5

LES INTERVENTIONS GOUVERNEMENTALES ET DES AGENCES INTERNATIONALES

La discussion académique, comme on peut s'en apercevoir, est longue et ne semble pas proche de la fin. Mais pendant ce temps des millions de personnes au Tiers Monde se servent des mécanismes "informels" pour survivre. C'est ainsi que les gouvernements, influencés par la croissance des phénomènes, ont commencé à prendre des mesures soit répressives, soit passives, soit favorables au Secteur Informel. Les organismes internationaux, surtout le Bureau International du Travail (BIT/ILO) ont eu un rôle important dans ce processus.

Bienefeld et Godfrey ont posé une importante question: quel est l'intérêt principal lorsqu'on s'occupe du Secteur Informel: la croissance ou le bien-être? Si l'intérêt est de viser le potentiel productif, le focus doit se centrer sur les unités de production; si l'intérêt est, au contraire, le bien-être, le focus doit viser plutôt les familles (1975:9). Ce dilème est toujour présent, mais les aides sont plus fréquentes aux petites entreprises et en une moindre mesure pour les associations de métiers. Les familles sont plutôt objet de programmes liés à l'infrastructuration et à l'habitat.

Bromley mentionnne 5 attitudes possibles vis-a-vis du Secteur Informel: 1) Ignorance totale ou apathie; 2) Appui obstiné: ceux qui croient que la littérature et les prescriptions de politique n'ont pas besoin de changements importants; 3) Appui flexible: ceux qui trouvent que dans la littérature sur le secteur il y a de grandes déficiences mais que l'on devrait raffiner les concepts et avancer dans les recherches et formulation de politiques avec cette structure conceptuelle; 4) Opposition moyenne: ceux qui croient que le dualisme est simplement le dernier stage dans le processus de recherche et formulation des politiques et que l'on doit utiliser ces idées et terminologie jusqu'à ce qu'en apparaissent d'autres; 5) Opposition forte: ceux qui trouvent le dualisme Formel/Informel incorrect et totalement inadéquat et travaillent dans d'autres structures conceptuelles ou qui n'ont pas de classifications préconçues des entreprises et activités. Les auteurs se décident pour les catégories (3), (4) et (5) et critiquent les académiques, les fonctionnaires internationaux et le personnel des gouvernements qui s'encadrent dans les groupes (1) et (2) (1978:1035).

Nous concordons que la vision dualiste est incorrecte et inadéquate. On peut cependant utiliser les résultats des études qui ont suivi cette approche, surtout en vertu de leur quantitée et du grand nombre de villes couvertes. Mais il faudra tirer d'autres conclusions, à partir des conceptions opposées ou divergentes sur le phénomène.

Mais avant d'analyser l'action des gouvernements et des agences internationales, nous devons examiner la question de la perception de la pauvreté, ainsi que celle de l'emploi (et le chômage), parce qu'elles ont été responsables, en grand partie, pour expliquer les attitudes des gouvernements.

5.1 LES PERCEPTIONS DE LA PAUVRETE

Dans les pays où l'éthique protestante a influencé les perceptions et les attitudes de la société, la pauvreté a été vue souvent comme une conséquence de la paresse (Lal, 1972) et en général les pauvres seraient eux-mêmes responsables de leur condition.[16]

Weeks (1971:62) relevait le problème de la pauvreté avec une autre vision:

> "the problem is not that manpower is being wasted because of involuntary idleness, but that the vast majority of urban dwellers (in developing countries) are working long hours in a debilitating climate while burdened by energy draining diseases and parasites to earn a marginal income."

En laissant de coté des discutables restrictions écologiques, Weeks démontre une perception différente du problème de la pauvreté qui va elle aussi être introduite au niveau des organismes internationaux et des gouvernements.

---

[16] Pour l'histoire de la pauvreté et de l'emploi urbain voir Bienefeld (1979).

Dans le fameux Rapport du BIT/ILC sur le Kenya le "Working Poor"[17] a été mis en relief comme

> "il existe un autre groupe de personnes plus nombreuses au Kenya que les indigents proprements dits (...). Il s'agit de personnes qui travaillent, et qui peuvent même travailler très dur, mais dont l'emploi n'est pas productif, dans le sens où il ne leur permet pas de gagner un revenu qui atteigne un minimun décent."(BIT/ILC, 1962:11)

Janice Perlman dans son livre "The Myth of Marginality" (1976) a fait un relevé assez complèt sur l'usage comun et sur les théories sociales de la "marginalisation" et de la pauvreté urbaine. Elle examine depuis les utilisations comme localisations "marginales" des bidonvilles, les sous-classifiés dans la structure économique sociale, les migrants, les différentes sub-cultures, les minorités raciales jusqu'aux déviants.

Perlman suivant l'analyse des théories sociales arrive à 7 approches:

1. L'approche Psycho-Sociologique, où l'on parle des problèmes de personnalité duale, de conscience double etc..
2. L'école Architecturale-Ecologique: le terme marginal est utilisé pour décrire des niveaux sub-standards des habitations des quartiers pauvres etc. Cette approche a eu des conséquences les plus fâcheuses comme l'erradication physique par les gouvernements de ces agglomérats "marginaux".

---

[17] Traduit en français par la formule pas très heureuse "Population Active Indigente".

3. L'école Ethnographique: elle a introduit la notion des paysans dans la ville et la permanence des acteurs et institutions rurales dans les villes.

4. L'école du Traditionalisme/Modernisation: avec les concepts de "folk-urban continuum". L'assimilation des valeurs modernes et l'importance des attitudes et habitudes urbaines "avancées" pour la formation des nations modernes.

5. L'école de la "Culture de la Pauvreté": La pauvreté origine la "culture de la pauvreté". Des traits de personnalité apparaissent en réponse à la situation de privation et seraient perpetués par des nouvelles générations.

6. La Théorie de la Participation de la DESAL (Centre de Développement Economique et Social de l'Amérique Latine): l'attention ici a été portée sur la manque d'intégration et de participation politique. C'est ainsi qu'a été créé le concept de "Changement Culturel".

7. Radicalisme et Théorie Sociale: le rôle des pauvres des bidonvilles et taudis soit comme révolutionnaires, soit comme conformistes.

Tous ces mythes ont été combattus par Perlman à l'aide des résultats d'enquêtes à Rio de Janeiro. Selon ces résultats elle affirme que les habitants des bidonvilles et quartiers pauvres sont

> "Socially they are well organized and cohesive and make wide use of urban milieu and its institutions"(p.242); "Culturally they are highy optimis-

> tic and aspire to better education for their children and to improving the conditions of their houses"(p.243); "Economically, they work hard, they consume, they share of the products of others (...) and they build - not only their own house - but also much of the overall community and urban infrastructure"(p.243); " Politically they are neither apathetic nor radical"(p.243).

Elle conclut que "They have the aspirations of the bourgeoisie, the perseverance of pioneers, and the values of patricts"(p.243).

Ces idées ont aidé à modifier les conceptions de la pauvreté à l'Occident, et dans une moindre mesure, les actions des gouvernements dans les pays où elle est prédominante.

5.2 LA QUESTION DE L'EMPLOI/CHOMAGE

La question de l'emploi/chômage a aussi influencé l'action des gouvernements et agences internationales, dans la mesure où le problème s'est montré différent des approches occidentales.

Avant les années 70, la plupart des études réalisées, y compris celles des organismes internationaux, comme le Bureau International du Travail (BIT/ILO), s'occupaient en particulier du problème du Chômage et de la notion de "Plein Emploi". Il s'agissait surtout d'un essai de comparer la situation des pays tiers avec les périodes de dépression cycliques et les problèmes de chômage résultants, qui survenaient dans les pays centraux.

Mais d'autres concepts sont apparus à partir du moment où l'on a vu que le problème était plus complexe dans les pays tiers, comme le "Sous-emploi", "Travail Partiel", "Travail Occasionnel", "Chômage Invisible" entre autres.

Frank Jr. (1968) estimait que la solution des problèmes du Chômage, Travail Partiel et du Sous-emploi dans les villes africaines, se trouvait dans la réduction des différences de revenus entre les villes et la campagne et dans la consommation minime des biens publiques dans les aires rurales (p.271). Quijano (1971-a) trouve que ces 3 concepts sont ambigus et limités, surtout à cause du manque d'unanimité des critères (p.415).

Weeks (1971) s'oppose à l'application du concept de "Chômage" dans les pays moins développés. Il montre que le chômage est important à peine dans certains cas (Maurice, Indes Occidentaux et Ceylan - actuel Sri Lanka). Il soulève que dans les pays sous-développés les possibilités des travaux occasionnels et indépendants étaient extensives, et rappelle aussi l'importance du concept de "Pauvreté", en concluant que la crise du relatif appauvrissement du Tiers Monde est essentiellement une crise politique. Lal trouve que le problème n'est pas non plus un problème d'emploi, mais bien de la distribution des revenus (d'où la pauvreté) (1972:307).

Le Rapport du Bit/ILO sur le Kenya confirme le changement de vue des organismes internationaux, pendant la réalisation du Programme Mondial de l'Emploi. Ils arrivent,

cependant, à trouver des problèmes d'emploi pour certains groupes particuliers: les jeunes sortis de l'école, les handicapés, les veillards, les jeunes migrants, les personnes sans terre et les pasteurs nomades.

Hunter critique les concepts ("fort obscurs") de "Sous-emploi" et "Chômage Invisible", tirés de l'expérience occidentale et qui se sont révélés impropres et controversés (1973:124). Bienefeld et Godfrey attaquent ces mêmes idées, en rappelant que le concept de "Sous-emploi" implique le concept de "Plein-emploi". Celui de "Chômage Invisible" appliquée aux pays sous-développés n'a pas d'utilité (problème d'heures de travail ou de gains arbitrairement choisis comme normes) (1973:7). Elkan critique même l'usage du terme "Emploi" qui peut rappeler l'occupation des employés, ce que ne correspond pas à la situation de la majorité des pays africains. Il propose le terme "Occupation" (1976:694-695). Hugon préfère aussi le terme "Travail" à l'"Emploi" (1980-a:250).

D'autres chemins terminologiques ont été cherchés depuis presqu'une vingtaine d'années pour définir cette problématique d'occupation des populations pauvres au Tiers Monde, qui ne correspondait pas aux concepts classiques: Lambert a utilisé le concept de "Tertiaire Refuge", la ville étant "un refuge contre la misère, sans que, pour autant, les occasions de travail soient plus nombreuses que dans le milieu d'exode"(rural) (1965:158-159). Mais il a utilisé

aussi les concepts de "Chômage Partiel" et "Chômage Déguisé" dans le Secteur Tertiaire (p.159). Douze ans après Moser récupère le concept d'"Occupation Refuge", c.a.d. le marché à petite échelle qui servirait à absorber le travail excédent non productif, le non qualifié, le vieux et la femme (1977:485).

L'intérêt du débat sur l'emploi est le déplacement du problème vers l'Informel, comme aspect plus important que le chômage.

Soit la perception de la pauvreté, vue à partir des stéreotypes et des idées fausses, soit la question de l'emploi/chômage vue comme des valables indicateurs socio-économiques, ont été pendant longtemps les principaux bases idéologiques des gouvernements et des agences internationales pour attaquer le problème de l'emploi et de l'Informel dans les pays tiers.

5.3 LES ATTITUDES PASSIVES ET REPRESSIVES

Dans les pays sous-développés, les gouvernements dans le passé (et même à un degré moindre, dans le présent) avaient des attitudes soit répressives, soit passives face aux stratégies de survie des populations pauvres, basées sur des idées fausses ou mythes. Les erradications des bidonvilles et leurs effets ont été déjà bien décrits par Perlman (1976) et plusieurs autres auteurs. La répression des activités informelles est assez ancienne et les mécanismes de défense

peuvent être trouvés dans certains articles comme celui de Sarin (1976).

Le Rapport de la Mission du BIT/ILO au Kenya (1972) a suggéré au Gouvernement de ce pays de renoncer aux mesures restrictives, même indirectes, comme la destruction des bidonvilles, ou directes comme l'établissement des licences restrictives à l'Informel. Selon ce Rapport, ces attitudes du Gouvernement proviennent de certaines croyances des autorités comme: a) que l'Informel est un phénomène temporaire; b) que ces activités ne rapportent pas de contributions au revenu urbain; c) qu'elles peuvent entrainer des risques du point de vue de la santé, des incendies ou même des risques politiques; et d) que n'importe quelle action en faveur du secteur peut encourager des nouvelles migrations (p.271).

Sethuraman à écrit dans le rapport des études du BIT sur 6 villes africaines et du séminaire conséquent (1977), que des mesures restrictives du Gouvernement obligeaient les entreprises à se déplacer, avec les arguments de surpeuplement, manque d'hygiène, d'encombrement de la circulation, des raisons d'esthétique ou d'environnement et aussi à cause de la possession illégale des terrains (p.356).

En général, les mesures restrictives contre le Secteur Informel ont diminué et ont été remplacées par une attitude plutôt passive, en raison de l'important contingent des gens qui en font partie. Le problème est passé alors dans la

catégorie des "problèmes sociaux", de même que l'autre catégorie informelle: les grands bidonvilles ont été aussi tolérés.

Cependant la répression pure n'a pas encore complètement disparu. A Salvador, par exemple, il est encore courant et considéré normal par la municipalité, de réprimer certaines activités informelles, comme le commerce ambulant dans les rues centrales.

5.4 L'AIDE AU SECTEUR

C'est à partir des missions du BIT/ILO et de ses Rapports, surtout celui du Kenya (1972), que des propositions d'aides au Secteur Informel et de changement des politiques des gouvernements ont pris force.

Le Rapport du Kenya suggère au Gouvernement de ce pays de changer le système des licences commerciales et professionnelles, d'augmenter les achats au secteur, de renforcer les liaisons de l'Informel avec le Secteur Agricole et de fournir de l'aide technique et de la recherche (p.275).

Souza et Tokman, du Programme Régional de l'Emploi pour l'Amérique Latine et les Antilles (PREALC) du BIT/ILO, proposent plusieurs mesures pour aider le secteur: a) choisir les activités qui offrent le plus de possibilités d'emploi ou des possibilités d'expansion; b) augmenter la demande des produits du Secteur Informel ("pools" de sous-traitants, infra-structure, des centrales d'achat des matières premières ou des ventes de produits); et c) rendre

le secteur plus efficace (création des coopératives, modification des produits et procédés, offre de crédit, adaptation et vulgarisation des techniques, formation de la main-d'oeuvre); (1976:404-406).

White en défendant les entreprises intensives en travail, suggère la fin des subsides au capital et recommande aussi l'accès des petites entreprises aux ressources et l'arrêt de la discrimination contre elles (1978:57).

Linn de la Banque Mondiale,[18] propose le support aux activités informelles là où les ressources le permettent, ce qui les rendra capables de fonctionner à égalité avec le Secteur Formel. Il suggère une législation appropriée et aussi l'identification des "groupes-cibles" (1979:67-68).

L'CNU aussi, dans son Rapport de 1980, propose des mesures d'appui à l'Informel : réduction des restrictions des règlements gouvernementaux; crédit et assistance technique; encouragement à l'organisation des coopératives; relâchement de la législation; engagement des petites entreprises pour des travaux avec le gouvernement (utilisant une téchnologie appropriée); utilisation de pratiques intensives du facteur

---

[18] La Banque Mondiale (BIRD) a commencé à investir des ressources importantes dans ce domaine. En 1981 un Programme a été approuvé pour l'Aire Metropolitaine de Recife, et deux autres ont été élaborés pour celles de Salvador et Fortaleza (Brésil). La difficulté majeure de ces programmes est le manque d'expérience du Secteur Publique (et de la Planification) de traiter un domaine ou ils n'ont pas beaucoup de pratique. De l'autre coté, certains principes de la BIRD doivent être suivis: l'absence de subsides et les projets doivents être positifs dans les anayses B/C ("Avantages/Couts"). Mais l'apport de la banque est d'à peine 35% des ressources.

travail et expansion du système de transport "informel". (p.36).

L'ensemble des propositions est assez semblable. Certains auteurs, cependant, ont déjà formulé des critiques quant à ces suggestions:

Leys dans son article critiquant le Rapport du BIT/ILO sur le Kenya trouve les recommendations utopiques, parce qu'elles ne considèrent pas les intérêts des groupes concernés. Il trouve que les idées d'un capitalisme autonome local sont basées sur une main-d'oeuvre bon marché et exploitée. Il remarque aussi qu'il faut considérer la pauvreté, le chômage, l'inégalité des revenus, comme parties intégrantes du système capitaliste international et du pouvoir politique au Kenya (1973:421-424).

Bremen considère les suggestions du BIT/ILO comme "the mixture of optimisme, naivety and reservation that is inherent to most reports produced by international bureaucracies or their consultants" (1976:1874).

Bromley estime que la validité intelectuelle du concept est secondaire, aux implications politiques:

> "The informal sector concept was adopted because its arose through effective communications channels at a convenient moment, and because it embodied policy implications which were convenient for international organisations and politically middle-of-the-road governments".

et il ajoute

> "Support of the informal sector appeared to offer the possibility of 'helping the poor without any major threat to the rich', a potential compromise between pressures for the redistribution of income

and wealth and the desire for stability on the part of economic and political elites" (1978:1036).

Gerry et Bromley, enfin, critiquent l'approche "Target Group", dans les politiques de croissance: sans la compréhension des rapports entre ce groupe cible et les autres parties de la population, les bénéfices des politiques peuvent aller aux "non-target" groupes. Mais au contraire des autres critiques, ils font aussi des suggestions pour bénéficier les populations pauvres: changer les priorités d'investissement, améliorer les informations et méthodologies d'études et changer la vision traditionnelle sur les formes "appropriées" d'organisation industrielle, types de technologie et degrés de participation des travailleurs (1979:309).

Nous considérons que le Secteur Informel est une des conséquences des contraditions du capitalisme dans les pays tiers et qu'il survivra parce que ne s'oppose pas à ses traits dominants. Mais ce n'est pas p.c.q. l'on comprend que c'est un problème de caractère strucuturel que il faut suggérer l'immobilisme: des millions des personnes y sont engagées, travaillent dur et gagnent très peu pour leur tâches, mais c'est l'unique alternative que leur reste pour survivre.

Tant que des mesures effectives pour changer leur situation ne sont pas implantées (comme l'assurance chômage, ou même indirectes comme l'amélioration des revenus des trav-

ailleurs salariés),[19] l'aide directe au secteur doit être effective et croissante, y compris avec l'utilisation des subsides, que l'ensemble de la société de ces pays paye aujourd'hui pour des secteurs privilégiés, comme l'agriculture et l'industrie d'exportation, entre autres.

---

[19] Une grande partie des travailleurs secondaires sont engagés dans l'Informel pour complémenter le revenu familial, qui ne peut dépendre à peine de celui du chef de famille, souvent salarié.

Chapitre 6

CONCLUSIONS

Dans les pays tiers les problèmes ne sont pas simplement une répétition du développement économique et social des pays riches. Ils ne suivent pas non plus les différents stages du modèle de Rostow.

Au contraire, l'expansion du capitalisme dans les pays dits sous-développés s'est adaptée aux conditions propres à chaque situation socio-économique locale. L'ensemble de l'économie n'a pas été transformé sur les bases capitalistiques: plusieurs "poches" archaïques ont subsisté à la campagne, comme l'agriculture de subsistance. D'autre part, "l'équilibre" économique traditionnel a été bouleversé avec l'apport de nouvelles activités, majoritairement intensives en capital, et qui parfois ont très peu de liaisons avec l'économie locale (d'où l'économie type "enclave"), et dont la technologie moderne et l'offre d'emplois ne correspondent pas à la situation de la grande majorité des populations de ces pays.

Mais ce processus a un impact global sur l'ensemble de l'économie et de la société. Sa conséquence la plus frappante est la poussée de l'urbanisation dans ces pays, plus forte que dans les pays centraux, avec une augmentation des

contradictions, dûe à la concentration dans les mêmes points spatiaux, des extrêmes de richesse et de pauvreté. Ces problèmes dans les systèmes antérieurs étaient graves, mais plus dispersés et par conséquence plus discrets.

Ce qu'on appelle Secteur Informel ainsi que les agglomérats d'habitations pauvres - avec ses multiples dénominations (bidonvilles, taudis, "squatters", "slums", "favelas", "corticos" etc.) et ses différents milieux écologiques - sont les formes les plus caractéristiques de la concentration de la pauvreté qui marquent si fort les villes de pays tiers. Ce sont des problèmes sociaux gigantesques, qui frappent ces sociétés et qui correspondent à des modèles de développement économique social choisis, lesquels présentent parfois des taux de croissance très élévés, mais qui ne modifient pas substantiellement les conditions de vue précaires de la majorité de leurs populations.

L'Informel est donc, une des "solutions" trouvées par la population pauvre, elle-même. Face aux bas salaires dans le Secteur Formel, à la faible offre d'emploi de ce même secteur (déjà pléthorique, surtout dans l'administration publique), à l'inexistance de sécurité-chômage, aux conditions répulsives dans la campagne et à la pauvreté dominante, quel autre chemin pourrait trouver ces populations pour survivre?[20]

---

[20] Il faut rappeler que la migration est la première réponse au problème de la pauvreté, surtout à la campagne.

Si, dans des villes brésiliennes comme Salvador, environ 40% de la population économique active survivent avec des gains de l'Informel, comment peut-on rester à des discussions interminables et ne pas voir l'importance du problème? Il faut aussi rappeler que ces chiffres élevés correspondent à une situation où l'appui gouvernamental est minime (au contraire de "l'autre" secteur) et où la répression existe.

Les définitions du Secteur Informel ne sont pas satisfaisantes, à cause de la complexité et hétérogéneité du sujet. Mais sont-elles vraiment si importantes, pour pouvoir faire quelque chose? Est-ce que en l'appelant de "Secteur Informel" ou d'"Activités non-capitalistes" nous ne parlons pas du même sujet?

Bien sur, la discussion de l'Informel et du dualisme est de grand intérêt (mais déjà un peu longue), dans la mesure où elle nous aide à mieux comprendre le sujet, en évitant une vision simpliste, que met d'un coté tout ce qui est moderne, capitalistique, règlementé, légal etc. et de l'autre tout ce qui est traditionnel, illégal, artisanal etc..

Quelques exemples, de caractère anecdotique, peuvent montrer que ces problèmes n'ont pas une frontière si nette, ni ne sont des pôles extrêmes d'une réalité: à Salvador, Brésil, les notaires sont controlés par l'Etat. Ce sont donc des activités d'intérêt publique, formalisées et d'un caractère même supra-légal. Mais, personne ne peut obtenir au-

cun document dans un délai raisonnable dans ces bureaux, sans avoir reccurs à des "dessous-de table". Comment expliquer ce mécanisme "informel" dans un système si formalisé (cu bureaucratisé) où il faut même payer tcus les frais administratifs à la Banque de l'Etat pour éviter la corruption?

Pcur contcurner des problèmes de ce genre, est apparue une prcfessicn ncuvelle, "semi-fcrmelle", que l'on appelle de "despachante" (comis). C'est un personnage-clé dans la bureaucratie du Brésil. Si l'cn a des problèmes administratifs ce "prcfessicnnel" se chargera de les résoudre en utilisant tout son réseau de relaticns et ccnnaissances. Le prix de scn service est de beaucoup inférieur au ccût-temps perdu pour essayer de réscudre sci-même ces problèmes (parfois avec l'impcssibilité totale d'y parvenir, à cause de la façon dcnt le réseau est articulé).

S'agit-il d'une "spécialisaticn" dans la divisicn du travail urbain? Est-ce encore un intermédiaire qui augmentera le ccût des services ou est-ce simplement une solutica d'emplci et de revenu, adaptée à la situation sccic-économique locale?

Mais les apprcches théoriques scnt indispensables pour comprende ces mécanismes. C'est seulement après une sclide ccmpréhensicn que l'cn peut essayer d'établir des suggestions de pclitiques et d'action.

Mais, à part une certaine "mode" dans les milieux académiques et gouvernementaux, est-ce que ce qui se fait concrètement est effectif pour aider le Secteur? Quelle est la part des ressources qui y sont destinées? Quelle est la vision des gouvernements et des organismes internationaux lorsqu'ils s'occupent de l' Informel? Sont-elles des activités destinées à disparaître, archaïques et qui occupent des brèches non encore couvertes par l'avance des activités capitalistiques ou bien s'agit-il des problèmes grandissants, qui augmentent avec la taille de la ville (comme la criminalité...) et pour lesqueles il faut trouver des mesures à fin de les circunscrire, réglementer, légaliser?

Est-ce que ce ne sont pas des contradictions de base du capitalisme, qui ont pu disparaître dans les pays riches (malgré le chômage persistant et des indices de pauvreté assez élevé comme aux Etats Unis) et qui se déplacent au Tiers Monde dans la mesure de l'expansion du système, avec une fâcheuse combination avec les structures socio-économiques locales?[21]

Comme on le voit, plusieurs questions attendent une réponse. On peut remarquer que les études, malgré leur grand nombre, ne sont pas encore satisfaisantes, ni ne couvrent

---

[21] Henri Denis, dans l'Histoire de la Pensée Economique, Paris, P.U.F., 1966, trouvait que "le développement du capitalisme à engendré une misère croissante. Mais cette misère n'est pas localisée là ou Marx le pensait. On la trouve dans les régions du monde dont les pays capitalistes avancées (...) ont fait des régions satellites qui leur procurent des débouchés pour leur production industrielle et approvisionnement" (pp.440-441).

tout le spectre de la problématique.

Les liaisons de l'Informel avec l'ensemble de l'économie (ou de la société) n'ont pas été étudiées dans la profondeur qu'il fallait. D'abord, l'Informel a été analysé comme un bloc homogène. Quelles sont les liaisons en amont, des nombreux sous-secteurs de l'Informel avec le "Formel"? De quoi les composantes de l'Informel dépendent-elles pour produire ou pour la prestation de services? Quelle est leur importance dans la demande et la transformation de produits industriels? D'un autre coté, quelles sont les liaisons des sous-secteurs en aval? Quel est leur rôle dans la distribution de produits industriels ?[22]

Dans quelle mesure l'Informel est-il concurrentiel au Secteur Capitaliste (au moins certaines branches)? Comment augmenter la vente des biens durables, comme les électro-ménager, si les classes aisées disposent d'une abondante main-d'oeuvre pour faire le même travail que ces outils à des prix réduits?

Un autre point peu couvert et fondamental est le rôle de l'espace. La localisation spatiale des phénomènes, à notre avis, mérite un attention beaucoup plus importante.

1. Au niveau interurbain: quelle est le rapport entre le Informel et le rôle fonctionnel d'une ville? Est-ce que l'Informel est plus développé dans une ville in-

---

[22] Au Brésil, on connait bien le rôle de la vente au détail des commerçants ambulants "contractés" par des commerçants en gros ou même par des magasins situés à des points de moindre accessibilité des aires centrales.

dustrialisée ou au contraire, souffre-t-il plus la concurrence de la production capitaliste? Quel est le rapport entre le Secteur Informel et la taille de la ville? Est que certaines activités informelles ont besoin d'une échelle d'agglomération?

2. Au niveau intra-urbain la question spatiale est aussi importante: quel est le rôle de l'Informel comme fournisseur de services et du commerce dans les quartiers pauvres périphériques? Comment se comportant les "linkages" de l'ensemble des secteurs de l'Informel, au niveau spatial? Quelle est la relation entre la densité des quartiers pauvres et le Secteur Informel? (Par exemple, la densité haute des quartiers pauvres peut attirer des activités "formelles" comme les super-marchés). Quelles sont les rapports entre les 2 stratégies de survivance: le Secteur Informel et les occupations de terrains pour l'habitation illégale?

Il y a donc, plusieurs questions qui n'ont pas encore été répondues de manière satisfaisant. Si on ne comprend pas bien les mécanismes de l'Informel, y compris son comportement spatial, on peut arriver à faire des erreurs très sérieuses avec pourtant les meilleures intentions. Par exemple, à Campina Grande, Brésil, dans un programme pour aider le Secteur Informel local, a été approuvé un projet de relocalisation de l'ensemble des ateliers de réparation de

voitures, vers la périphérie immédiate de la ville, avec plus d'espace et un aménagement ressemblant à un petit zoning industriel. Le résultat a été un échec: cette semi-formalisation et regroupement des ateliers, écartés du centre et des grandes axes de circulation de la ville, a eu des conséquences assez graves: éloignement de la clientèle, éloignement de la résidence (l'élément familial est important dans l'aide), ainsi que des établissements formels (importants fournisseurs de matériel et avec un important rôle dans l'apprentissage).[23]

Un autre point à discuter est l'avenir de l'Informel. Sera-t-il assimilé par la production capitaliste, les entreprises deviendront-elles viables ou disparaîtront-elles et la main-d'oeuvre sera-t-elle prolétarisée?

A notre avis il continuera encore a subsister pour longtemps, si les conditions socio-économiques restent les mêmes, parce qu'il est une réponse et une adaptation aux problèmes d'une grande masse de la population du Tiers Monde (principalement comme débouché d'emploi, source de revenu et offre de produits et services bon marché). Il ne s'oppose pas frontalement au système capitaliste mais, il s'adapte et

---

[23] Au Brésil, il est fréquent que des ouvriers spécialisés ou des mécaniciens qui ont suivi des cours "formels" ou stages dans les grandes industries du Sud du pays, abandonnent après leur emploi pour monter "leur petite affaire", soit un petit garage de réparation de voitures dans les fonds de sa maison, ou bien ils deviennent indépendants et travaillent dans le Bâtiment ou pour les familles aisées, comme réparateurs des appareils électro-ménagers.

dans certains cas, il évolue avec. Il compte aussi à sa faveur avec la croissance des villes: elle entraine une augmentation de la population qui est au même temps, client et main-d'oeuvre potentiel.

L'avenir de l'Informel doit aussi avoir des différentiations internes et spatiales. Les activités de plus faible demande ou plus concurrentielles aux activités industrielles devront disparaître ou regresser, comme par exemple, les tailleurs. D'autres auront un essor assuré, comme l'artisanat pour les touristes. L'évolution de l'Informel en Afrique et en Asie ne doivent pas avoir, nécessairement la même évolution de celui de l'Amérique Latine. Chaque cas dépendra de sa capacité de s'adapter aux conditions locales d'évolution du capitalisme.

Il nous parait nécessaire, donc, d'examiner le Secteur Informel comme une stratégie de survie, mais conjointement avec les autres stratégies, comme les invasions des terrains etc.. Dans cette optique, l'aspect spatial est fondamental: les gens ont besoin d'accès à des concentrations de populations ou de entreprises pour l'exécution de ces activités économiques. De même, ils ont besoin de se loger dans les villes, surtout près des sources de travail. Ces activités ont besoin aussi d'être bien localisées, près de leurs clients ou fournisseurs.

Mais il faut considérer les autres forces actuant dans les mêmes espaces: malgré les mécanismes informels qui ser-

vent de support pour la survie des populations pauvres, ils ne sont suffisamment forts pour aller contre le marché immobilier, par exemple. Les terrains constituent une marchandise hautement valorisée, en raison de leur valeur d'échange, sans d'autres interventions, ils seront destinés à des activités qui peuvent les payer plus cher.

Pour finir, la discussion sur le Secteur Informel ne doit pas, non plus, donner l'impression que la situation des salariés, au Tiers Monde, est satisfaisante. Il faut rappeller que le facteur qui a le plus attiré les entreprises internationales a été l'abondance de la main-d'oeuvre bon marché.

BIBLIOGRAPHIE CONSULTEE

Aldous, Joan. "Urbanization, the Extended Family, and Kinship Ties in West Africa", in Fava, Silvia F. (ed.): Urbanism in World Perspective: a Reader (pp.297-305). New York: Thomas Y. Crowell Co., 1968.

Baer, Werner and Hervé, Michel E. A. "Employment and Industrialization in Developing Countries", The Quarterly Journal of Economics, 80:1 (February 1966) pp.88-107.

Berlinck, Manoel T., Bovo, José M. and Cintra, Luiz C. "The Urban Informal Sector and Industrial Development in a Small City: the Case of Campinas (Brazil)", in Sethuraman, S. V. (ed.): The Urban Informal Sector in Developing Countries - Employment, Poverty and Environment (pp.159-167). Geneva: International Labour Organisation, 1981.

Bienefeld, Manfred. "Urban Employment: A Historical Perspective", in Bromley, Ray and Gerry, Chris (eds.) Casual Work and Poverty in Third World Cities (pp. 27-44). Chichester, UK: John Wiley & Sons, 1979.

Bienefeld, Manfred and Godfrey, Martin. "Measuring Unemployment and the Informal Sector. Some Conceptual and Statistical Problems", IDS Bulletin, 7:3 (October 1975) pp.4-10.

Breman, Jan. "A Dualistic Labour System? A Critique of the 'Informal Sector' Concept", Economic and Political Weekly, 11:48, 49 and 50 (November and December 1976) pp. 1870-1876, 1905-1908 and 1939-1944.

Bromley, Ray. "The Urban Informal Sector: Why Is It Worth Discussing?", World Development, 6:9/10 (September-October 1978) pp.1033-1039.

Bromley, Ray and Gerry, Chris. "Who are the Casual Poor?", in Bromley, Ray and Gerry, Chris (eds.) Casual Work and Poverty in Third World Cities (pp.3-23). Chichester, UK: John Wiley & Sons, 1979.

Burgess, Rod. "Petty Commodity Housing or Dweller Control? A Critique of John Turner's Views on Housing Policy", World Development, 6:9/10 (September-October 1978) pp.1105-1133.

Carvalho, Inaia M. M. e Souza, Guaracy A. A. "A Produçac Nao-Capitalista no Desenvclvimentc do Capitalismo em Salvador", Planejamento, 6:4 (Out.-Lez. 1978) pgs.425-455.

Cavalcanti, Clcvis. Viabilidade do Setcr Infcrmal: A Deranda de Pequencs Serviços no Grande Recife. Recife: MEC/IJNPS, 1978.

Cavalcanti, Clovis e Duarte, Renato. C Setor Informal de Salvador: Dirensoes, Natureza, Significaçac. Recife: SUDENE/FUNDAGE/MT, 1980.

Child, Frank C. "Employment, Technclogy and Growth - Rcle of the Intermediate Sector", in Child, Frank C. and Kerpe, Mary E. (eds.): Small Scale Enterprise (pp.6-18). Nairobi: Institute for Develcpment Studies, Univ. of Nairobi, 1973.

Darwent, D. F. "Grcwth Poles and Growth Centers in Fegicnal Planning - a Review", Environment and Planning, 1 (1969) pp.5-32.

Davies, David G. "Discussion and Pclicy Conclusicns", in Child, Frank C. and Kemp, Mary E. (eds.): Small Scale Enterprise (pp.146-155). Nairobi: Institute fcr Development Studies, Univ. of Nairobi, 1973.

Davies, Rob. "Informal Sector or Subordinate Mcde of Productien? A Mcdel", in Bromley, Ray and Gerry, Chris (eds.) Casual Work and Poverty in Third World Cities (pp.87-104). Chichester, UK: John Wiley & Sons, 1979.

Dcre, Ronald. "The Labour Market and Patterns of Employment in the Wage Sector cf LDCs: Implications fcr the Volume of Emplcyment Generated", World Development, 2:4/5 (April-May 1974) pp.1-7.

Elkan, Walter. "Concepts in the Description cf African Econcmies", The Jcurnal of Mcderne African Studies, 14:4 (1976) pp.691-695.

Emmerij, Lcuis. "Strategies de Développement de l'Emploi en Afrique: Une Nouvelle Approche", Revue International du Travail, 110:3 (Septembre 1974) pp.213-234.

Faria, Vilmar E. "Divisao Inter-regional do Trabalho e Pobreza Urbana: o caso de Salvador", in Scuza, Guaracy A. A. e Faria, Vilmar E. (org.): Bahia de Todos os Pobres (pgs.23-40). Petropolis: Editora Vczes Ltda. e CEBRAP, 1980.

Frank Jr., C. R. "Urban Unemployment and Economic Growth in Africa", Oxford Economic Papers, 20:2 (July 1968) pp.250-274.

Frankman, Myron and Charle Edwin. "Employment in the Service Sector in Sub-Saharan Africa", The Journal of Moderne African Studies, 11:2 (1973) pp.201-210.

Friedmann, John and Sullivan, Flora. "The Absorption of Labor in the Urban Economy: The Case of Developing Countries", Economic Development and Cultural Change, 22:3 (April 1974) pp.385-413.

Geertz, Clifford. Peddlers and Princes: Social Change and Economic Modernization in Two Indonesian Towns. Chicago: The University of Chicago Press, 1963.

Gerry, Chris. "Petite Production Marchande ou 'Salariat Deguisé'? Quelques Réflexions", Revue Tiers Monde, 21:82 (Avril-Juin 1980) pp.387-403.

Gerry, Chris and Bromley, Ray. "Where do we go from here?", in Bromley, Ray and Gerry, Chris (eds.) Casual Work and Poverty in Third World Cities (pp.305-310) Chichester, UK: John Wiley & Sons, 1979.

Gunder Frank, Andres. Desarrollo del Subdesarollo. México: Escuela Nacional de Antropologia e Historia (Suplemento de la Revista Tlatoani 7), 1969.

Harris, John R. "On the Concept of Entrepreneurship, with an Application to Nigeria", in Schatz, Sayre P. (ed.): South of the Sahara: Development in African Economies (pp.5-27) London: The MacMillan Press Ltd., 1972.

Hart, Keith. "Informal Income Opportunities and Urban Employment in Ghana", The Journal of Moderne African Studies, 11:1 (1973) pp.61-89.

Hugon, Philippe. "Dualisme Sectoriel ou Soumission des Formes de Production au Capital. Peut-on Dépasser le Débat?", Revue Tiers Monde, 21:82 (Avril-Juin 1980) pp.235-259 (a).

-----. "Les Petites Activités Marchandes dans les Espaces Urbains Africains (Essai de Typologie)", Revue Tiers Monde, 21:82 (Avril-Juin 1980) pp.405-426 (b).

Hunter, Guy. "La politique de l'emploi en Afrique Tropicale: Nécessité d'une révision radicale", in L'Emploi en Afrique: Aspects Critiques du Problème (pp.117-143). Genève: BIT, 1973.

Ikonikoff, Moise et Sigal, Silvia. "Armée de Réserve, Marginalité et Secteur Informel", Revue Tiers Monde, 21:82 (Avril-Juin 1980) pp.427-434.

International Labour Office - ILO(BIT). Employment, Incomes and Equality: a Strategy for Increasing Productive Employment in Kenya. Geneva: ILO, 1972.

Jelin, Elizabeth. "A baiana na força de trabalho: atividade doméstica, produçao simples e trabalho assalariado em Salvador", in Souza, Guaraci A. A. e Faria, Vilmar E. (org.): Bahia de Todos os Pobres (pgs.167-183) Petropolis: Editora Vozes Ltda. e CEBRAP, 1980.

Koenigsberger, Otto H. "The Absorption of Newcomers in the Cities of the Third World", CDI Review, 1 (1976) pp.57-79.

Kowarick, Lucio. Capitalismo e Marginalidade na América Latina. Rio de Janeiro: Editora Paz e Terra, 1977.

Kritz, Ernesto and Ramos, Joseph. "La Mesure du Sous-Emploi Urbain: Compte Rendu de Trois Enquêtes Expérimentales", Revue Internationale du Travail, 113:1 (Jan.-Fev.1976) pp.121-135.

Lal, Deepak. "Poverty and Unemployment: A Question of Policy", South Asian Review, 5:4 (July 1972) pp.305-312.

Lambert, Denis. "L'Urbanisation Accélérée de l'Amérique Latine et la Formation d'un Secteur Tertiaire Refuge", Civilisations, 15:2, 3 et 4 (1965) pp.158-170, 309-321 et 477-488.

LeBrun, Olivier and Gerry, Chris. "Petty Producers and Capitalism", Review of African Political Economy, 3 (May-October 1975) pp.20-32.

Lewis, W. A. "Economic Development with Unlimited Supplies of Labour", The Manchester School of Economic and Social Studies, 22 (1954) pp.139-191.

Leys, Colin. "Interpreting African Underdevelopment: Reflections on the ILO Report on Employment, Incomes and Equality in Kenya", African Affairs, 72:289 (October 1973) pp.419-429.

Linn, Johannes F. Policies for Efficient and Equitable Growth of Cities in Developing Countries. Washington: World Bank Staff Working Paper No.342 (July 1979).

Mazumdar, Dipak. The Theory of Urban Underemployment in Less Developed Countries. Washington: IBRD Bank Staff Working Paper No.198 (February 1975).

-----. "The Urban Informal Sector", World Development, 4:8 (August 1976) pp.655-679.

McGee, T. G. "The Persistence of the Proto-Proletariat: Occupational Structures and Planning for the Future of Third World Cities", Paper presented to the Comparative Urban Studies and Planning Program, School of Architecture and Urban Planning, Univ. of California, Los Angeles (April 1974).

Merrick, Thomas W. "Employment and Earnings in the Informal Sector in Brazil: The case of Belo Horizonte", The Journal of Developing Areas, 10 (April 1976) pp.337-353.

Moser, Caroline O. N. "The Dual Economy and Marginality Debate and the Contribution of Micro Analysis: Market Sellers in Bogota", Development and Change, 8:4 (October 1977) pp.465-489.

-----. "Informal Sector of Petty Commodity Production: Dualism or Dependence in Urban Development?", World Development, 6:9/10 (Sept.-Oct. 1978) pp.1041-1064.

Mountjoy, Alan B. "Urbanization, The Squatter and Development in the Third World", Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie, 67:3 (1976) pp.130-139.

Mwithia, F. M. "The Role of the Kenya Government in the Development of Small-Scalle Industries: Organization and Policy", in Child, Frank and Kempe, Mary E. (eds.): Small Scale Enterprise (pp.120-127). Nairobi: Institute for Development Studies, Univ. of Nairobi, 1973.

Nafziger, E. W. "The Effect of the Nigerian Exteded Family on Entrepreneurial Activity", Economic Development and Cultural Change, 18:1 (October 1969) pp.25-33.

Nihan, Georges. "Le Secteur Non Structuré, Signification, Aire d'Extension du Concept et Application Expérimentale", Revue Tiers Monde, 21:82 (Avril-Juin 1980) pp.261-284.

Nun, José. "Superpopulaçao Relativa, Exército Industrial de Reserva e Massa Marginal" in Pereira, Luiz (org.): Populaçoes Marginais (pgs.73-141) Sao Paulo: Livraria Duas Cidades Ltda., 1973.

Okelo, Jasper A. "The Role of Credit", in Child, Frank C. and Kempe, Mary E. (eds.): Small Scale Enterprise (pp.74-87). Nairobi: Institute for Development Studies, Univ. of Nairobi, 1973.

Oliveira, Francisco de. "A Economia Brasileira: Critica à Razao Dualista", Seleçoes CEBRAP, 1 (1977) pgs.5-78.

Onah, J. O. and Iwuji, E. C. "Urban Poverty in Nigeria", The South African Journal of Economics, 44:2 (June 1976) pp.185-193.

Peattie, Lisa R. "Anthropological Perspectives on the Concepts of Dualism, the Informal Sector, and Marginality in Developing Urban Economies", International Regional Science Review, 5:1 (1980) pp.1-31.

Perlman, Janice E. The Myth of Marginality: Urban Poverty and Politics in Rio de Janeiro. Berkeley: University of California Press, 1976.

Prandi, J. R. "Trabalhadores por Conta Propria em Salvador", in Souza, Guaraci A. A. e Faria, Vilmar E. (org.): Bahia de Todos os Pobres (pgs.129-165) Petropolis: Editora Vozes Ltda. e CEBRAP, 1980.

Quijano Obregon, Anibal. "Notas sobre o Conceito de Marginalidade Social", in Pereira, Luiz (org.): Populaçoes Marginais (pgs.11-71) Sao Paulo: Livraria Duas Cidades Ltda., 1978 (a).

-----. "The Marginal Pole of the Economy and the Marginalised Labour Force", Economy and Society, 3:4 (November 1974) pp.393-428.

-----. "Estrutura Urbana e Marginalidade Social", in Pereira, Luiz (org.): Populaçoes Marginais (pgs.167-196) Sao Paulo: Livraria Duas Cidades Ltda., 1973 (b).

Reynolds, Lloyd G. "Economic Development with Surplus Labour: Some Complications", Oxford Economic Papers, 21:1 (March 1969) pp.89-103.

Santos, Milton. L'Espace Partagé - Les deux circuits de l'économie urbaine des pays sous-développés. Paris: Editions M.-Th Génin - Lib. Techniques, 1975.

Sarin, Madhu. "Growth and vitality of nonplan services in Chandigarh", Ekistics, 42:249 (August 1976) pp.79-91.

Senghaas-Knobloch, Eva. "Informal Sector and Peripheral Capitalism: A Critique or a Prevailing Concept of Development", Manpower and Unemployment Research, 10:2 (November 1977) pp.3-24.

Sethuraman, S. V. "Le Secteur Urbain non Structuré: Concept, Mesure et Action", Revue Internationl du Travail, 114:1 (juil.-aout 1976) pp.79-92.

-----. "Le Secteur Urbain non Structuré en Afrique", Revue Internationl du Travai, 116:3 (nov-déc. 1977) pp.355-366.

-----. The Urban Informal Sector in Developing Countries - Employment, Poverty and Environment. Geneva: ILO, 1981.

Sinclair, Stuart W. "Informal Economic Activity in African Cities: Proposal for Research", The Journal of Modern African Studies, 14:4 (1976) pp.696-699.

-----. Urbanisation and Labour Markets in Developing Countries. London: Croom Helm Ltd., 1978 (a)

-----. "Bibliography on the 'Informal Sector'", Bibliography Series, 10 (August 1978) pp.1-39 (b).

Singer, Paul I. "A economia urbana de um ponto de vista estrutural: o caso de Salvador", in Souza, Guaraci A. A. e Faria, Vilmar E. (org.): Bahia de Todos os Pobres (pgs.41-69) Petropolis: Editora Vozes Ltda. e CEBRAP, 1980.

Souza, Guaraci A. A. "Urbanizaçao de Fluxos Migratorios para Salvador", Planejamento, 6:4 (Out.-Dez. 1978) pgs.463-490.

Souza, Paulo R. and Tokman, Victor E. "Le Secteur Urbain non Structuré en Amérique Latine", Revue Internationale du Travail, 114:3 (Nov.-Dec. 1976) pp.395-406.

Stavenhagen, Rodolfo. "Seven Erroneous Theses about Latin America", in Horowitz, I. L., Castro, Josué de and Gerass, J. (eds.) Latin American Radicalism: A Documentary Report on Left and Nationalist Movements (pp.102-107) New York: Vintage Books, 1969.

Steel, William F. "Static and Dynamic Analysis of the Intermediate Sector: A Synthesis", Manpower and Unemployment Research, 10:1 (April 1977) pp.73-78.

Thorbecke, Erik. "Le Problème de l'Emploi: Evaluation Critique de Rapports du BIT concernant Quatre Pays", Revue Internationale du Travail, 107:5 (Mai 1973) pp.423-459.

Tokman, Victor E. "An Exploration into the Nature of Informal Sector Relationships", World Development, 6:9/10 (Sept.-Oct. 1978) pp.1065-1075.

Tolosa, Hamilton C. "Causes of Urban Poverty in Brazil", World Development, 6:9/10 (Sept.-Oct. 1978) pp.1087-1101.

Uniao Nordestina de Assistencia à Pequenas Organizaçoes - UNO. Caracterizaçao da Microempresa e do Microempresario da Regiao Metropolitana do Recife. Recife: UNO, 1980.

UNITED NATIONS - Comission on Human Settlements. "Upgrading of Urban Slum and Squatter Areas", Report of the Executive Director of the Comission on Human Settlement to the Third Session in Mexico City in May 1980, New York (5 Feb. 1980).

Weeks, John. "Does Employment Matter?", in Jolly R., De Kadt E., Singer, H. and Wilson F. (eds.): Third World Employment; Problems and Strategy (pp.61-65). Harmondsworth, UK: Penguin Books Ltd., 1971.

-----. "L'Extension de l'Emploi dans le Secteur Urbain non Structuré des Pays en voie de développment", Revue Internationale du Travail, 111:1 (Janvier 1975) pp.1-14.

White, Lawrence J. "The Evidence on Appropriate Factor Proportions for Manufacturing in Less Developed Countries: A Survey", Economic and Cultural Change, 27:1 (October 1978) pp.27-59.

UNIVERSITÉ D'OTTAWA UNIVERSITY OF OTTAWA

OTTAWA ONTARIO
CANADA

NOTES DE RECHERCHE / RESEARCH NOTES

* 1. P.G. Johnson, "The Degradation of the Donjek Glacier Neoglacial Moraine, St-Elias Mts., Yukon Territory, Canada", 9 p. February 1972, $0.50.

2. C.L. Dudley, "A Note on Reinvestment Assumptions in Choosing Between Net Present Value and Internal Rate of Return", 9 p., September 1972, $0.50.

3. L. Ploegaerts, "Etude critique et comparative des plans d'urbanisme et de développement municipaux préparés depuis 1967 sur le territoire de la Communauté Régionale de l'Outaouais", 81 p., Mars 1973, $1.25.

* 4. J.E. (McCabe) Albert and P. Harrison, "Juridictional Problems of New-Brunswick Coastal Zones", 32p., May 1974, $1.50.

5. C.L. Dudley, "A Theoretical Financial Analysis of the Long Term Subsidy Value of the Regional Development Incentive Program in Canada: 1969-1972; A Summary", 32 p., October 1974, $1.50.

6a. M. Kugler-Gagnon, "Computer Processing of Geological and Geotechnical Data for Urban and Land-Use Planning", 29 p., March 1975, $1.50.

6b. M. Kugler-Gagnon, "Traitement informatique des données géologiques et géotechniques pour l'aménagement urbain et péri-urbain, 28 p. Mars 1975, $1.50.

7. C.L. Dudley, "The Weakness of Financial Location Incentives in Promoting Regional Development", 39 p., April 1975, $1.50.

8. P. Harrison, "Spatial Externalities and the Problem of Resource Control", 15 p., May 1975, $1.00.

9. P.G. Johnson, D. Cossette, D. Conway, C. Lok, "Preliminary Report: Environmental Controls on Geomorphologic Processes, Grizzly Creek, South West Yukon Territory", 108 p., August 1976, $4.00.

* 10. L. Ploegaerts, "Etude comparative des plans de zonage sur le territoire de la Communauté Régionale de l'Outaouais", 95 p., Mai 1976, $4.00.

* Réserve épuisée / Out of stock

Géographie
Faculté des arts

165 Waller
K1N 6N5

Geography
Faculty of Arts

11. G.P.F. Steed, "An Historical Geography of the Canadian Clothing Industries: 1800-1930's", 52 p. November 1976, $2.75.

12. R.A. Roberge, "Investment Decisions, Comparative Costs, and the Evolving Location Pattern of the Canadian Pulp and Paper Industry", 38 p., December 1976, $2.00.

13. P.F. Ricci, "Spatial Analysis Through Carrying Capacity", 24 p., Janvier 1977, $1.75.

14. P. Harrison, "Spatial Demand Under Conditions of Substitution: A Disgrammatic Exposition", 20 p., February 1977, $1.50.

15. P.F. Ricci, "From Public Announcement to Completed Construction: A Study of the 12 year Impact of a Water Resource Project on Property Values", 23 p., June 1977, $1.75.

16. P.F. Ricci, and V. Maclaren (ed.), "Selected and Annotated Readings on Planning Theory and Practice", 72 p., September 1977, $3.00.

17. R. Wesche, "Modern Agricultural Settlement in Rondonia, Brazil", 31 p., August 1977, $1.50.

18. P. Harrison, "Decision Information and Coastal Management: Some Preliminary Remarks", 15 p., August 1978, $1.50.

19. A.G. Lewkowicz, "An Approach to the study of Surface Wash: The Case of the Laboratory for Experimental Geomorphology, Leuven, Belgium", 42 p., April 1978, $2.50.

20. V. Berdoulay, "Notes sur les idéologies comme l'objet d'étude géographique", 23 p., Mars 1979, $1.75.

21. S. Ansari, "Spatial Variations in Levels of Socio-Economic Development of Ontario and the Industrial Structure: an Empirical Test", 66 p., March 1979, $4.50.

22. D.A. St-Onge, "Forages au roc, Région Nord de Montréal", 113 p., Juillet 1979, $8.00.

23. M. Phipps, "Information Theory and Spatial-Ecological Analysis: The "Pegase" Procedure, 45 p., 2 fig., September 1979, $3.00.

24. G.P.F. Steed and M. Appana, "Preservation, Rationalization and Orderly Adaptation: Canada's Footwear Sector", 35 p., September 1979, $2.50.

Géographie
Faculté des arts

165 Waller
K1N 6N5

Geography
Faculty of Arts

25. Felix A. Kwamena and Peter Harrison, "Canada's Offshore Resources: Frameworks for Management", 215 p., November 1979, $12.50.

26. Peter Harrison, "Managing Canada's Ocean Area: Institutions, Client Groups, and Co-ordination", 30 p., December 1979, $2.00.

27. Felix Kwamena, "Canada's Offshore Resources: The Problem of Integrated Planning in Canada's 200-mile Economic Zone", 27 p., December 1979, $2.00.

28. Peter Harrison, "Canada: Energy Futures, Energie et l'Avenir", 61 p., April 1980, $5.00.

29. Michel Phipps, "Recherches écologiques pour l'aménagement forestier: Les Cédraies du Moyen Atlas du Sud-Ouest."

    a) Le contexte, 38 p., juin 1980, $2.50.

    b) L'approche méthodologique et l'espace écologique, 75 p., janvier 1981, $5.50.

    c) Les types de communautés végétales, 122 p., mars 1981, $5.50.

30. Guy Steed, "National Circumstances, Expectations Conflict and Compromise: Canada's Textile and Clothing Policy", March 1981, $2.50.

31. Peter Harrison, Charles Brassard, Donald Wright, "Capital Expenditures to Develop the Hibernia Field: Sectoral and Spatial Distributions of Impacts", June 1981, $3.00.

32. Edmond Kayser, "Les routes et le développement des transports au XIXe siècle: la formation des réseaux luxembourgeois", 32 p., Août 1981, $2.50.

33. Don Tate, "The Analysis of Manufacturing Employment in Canada Using Shift-Share Analysis: An Examination of Methodology and an Empirical Test", 66 p., December 1981, $6.00.

34. Véronique Dewez et Daniel Lagarec, "La dualité glaciaire - périglaciaire et l'origine de certaines formes dues à la fonte de glace", 77p., juin 1982. $7.00.

35. Ghyslain Poulin et Michel Phipps, "Ambiance et structure forestières: Une méthode d 'approche pour l'étude du loisir en forêt". 33p., août 1982, $2.50.

36. Marie-Anne Geurts, "Observations géomorphologiques dans la région de Huamachuco, Andes centrales péruviennes", 27 p., octobre 1982, $2.50.

Géographie
Faculté des arts

165 Waller
K1N 6N5

Geography
Faculty of Arts

37. Roger D. Needham, "The Cosmopolite - Localite Model: Newspaper Types and Natural Hazard Information Potentials", 42 p., November 1982, $3.50.

38. Pedro de Almeida Vasconcelos, "Le secteur informel urbain", 81 p., Septembre 1982, $7.00.

Géographie
Faculté des arts

165 Waller
K1N 6N5

Geography
Faculty of Arts